

N° 157

SÉNAT

PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 1990 - 1991

Annexe au procès-verbal de la séance du 12 décembre 1990.

RAPPORT D'INFORMATION

FAIT

au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées (1) en application de l'article 22, premier alinéa, du Règlement sur les conséquences et les perspectives de la réunification allemande.

Par MM. Jean LECANUET, Président,
Michel d'AILLIERES, Yvon BOURGES, François ABADIE,
Jean-Pierre BAYLE, Vice-Présidents,

Sénateurs.

(1) Cette commission est composée de : MM. Jean Lecanuet, *président* ; Michel d'Aillières, Yvon Bourges, François Abadie, Jean-Pierre Bayle, *vice-présidents* ; Jean Garcia, Guy Cabanel, Michel Alloncle, Jacques Genton, *secrétaires* ; Paul Alduy, Jean-Luc Bécart, Roland Bernard, Daniel Bernardet, André Bettencourt, Amédée Bouquerel, André Boyer, Michel Caldaguès, Jean-Paul Chambriard, Michel Chauty, Yvon Collin, Claude Cornac, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Michel Crucis, André Delelis, Franz Duboscq, Claude Estier, Gérard Gaud, Jean-Claude Gaudin, Philippe de Gaulle, Jacques Golliet, Bernard Guyomard, Mme Nicole de Hauteclocque, MM. Marcel Henry, André Jarrot, Louis Jung, Christian de La Malene, Marc Lauriol, Edouard Le Jeune, Max Lejeune, Philippe Madrelle, Michel Maurice-Bokanowski, Jean-Luc Mélenchon, Claude Mont, Jean Natali, Paul d'Ornano, Michel Poniatowski, Robert Pontillon, Roger Poudonson, André Rouvière, Robert-Paul Vigouroux, Xavier de Villepin, Albert Voilquin.

Allemagne - Rapports d'information.

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	5
PREMIÈRE PARTIE : L'UNIFICATION DE L'ALLEMAGNE ET SES CONSÉQUENCES, UNE BRÈVE SYNTHÈSE	7
I. LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE L'UNIFICATION	7
1. Un coût élevé	8
<i>a) L'effondrement de l'économie est-allemande</i>	8
<i>b) Une première conséquence : le développement du sous-emploi</i>	9
<i>c) Une imposante «facture» budgétaire</i>	9
2. Les conséquences pour l'économie allemande	10
<i>a) Les scénarios envisageables</i>	10
<i>b) L'hypothèse généralement retenue est celle d'un accroissement de l'activité économique</i>	11
3. L'impact sur l'Europe et la France	12
<i>a) L'accélération de la croissance</i>	12
<i>b) Des risques</i>	12
II. LA SÉCURITÉ DE L'ALLEMAGNE ET DE L'EUROPE	13
1. Une période d'incertitude	13
<i>a) La menace soviétique, même moins nette, demeure</i>	13
<i>b) De nouvelles zones de tension apparaissent en Europe et dans le monde</i>	14
2. Le risque d'un désarmement rampant de l'Allemagne	14
<i>a) L'Allemagne réduit ses dépenses de défense et ses effectifs militaires alors même que la garantie américaine dont elle bénéficie semble de moins en moins sûre</i>	14
<i>b) L'Allemagne n'a pas de capacité d'intervention extérieure</i>	16
<i>c) Une dérive neutraliste et pacifiste, aujourd'hui écartée, n'est pas à négliger</i>	16
3. La sécurité européenne fragilisée	17

	<u>Pages</u>
III. L'ALLEMAGNE UNIE : UN NOUVEAU DYNAMISME POUR LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE?	20
1. L'unification de l'Allemagne, condition nécessaire au renforcement de la Communauté	20
2. L'Allemagne unie, la Communauté et la «grande Europe» ..	20
IV. LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES	22
DEUXIÈME PARTIE : COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU MERCREDI 17 OCTOBRE 1990 SUR LES PERSPECTIVES ET LES CONSÉQUENCES DE LA RÉUNIFICATION ALLEMANDE	25
1. M. Henri MENUDIER, professeur à l'Université de Paris III, sur «La réunification allemande : aspects intérieurs et attitudes de l'opinion publique des pays occidentaux»	26
2. M. Christian de BOISSIEU, professeur à l'Université de Paris I et à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, sur «Les aspects économiques et monétaires de la réunification»	41
3. M. Alain MINC, vice-président directeur général des Compagnies européennes réunies (CERUS), sur «L'Allemagne et les futurs équilibres européens»	57
4. M. Thierry de MONTBRIAL, directeur de l'Institut français des relations internationales (IFRI), sur «Les différents aspects de la problématique de la réunification allemande» ..	62
5. S. Exc. M. Franz PFEFFER, Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne à Paris. Synthèse	71

Mesdames, Messieurs,

Compte tenu de l'importance pour la France et pour l'Europe de l'unification allemande, votre commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées, a souhaité en mieux appréhender les conséquences et les perspectives.

Dans cette optique, elle a organisé, dès le 17 octobre 1990, une réunion spéciale consacrée à l'audition de plusieurs spécialistes des questions allemandes dans leurs aspects politiques, économiques et stratégiques.

Après en avoir délibéré au cours de sa réunion du 1990, votre commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées, a jugé utile de rendre compte à l'ensemble des membres de notre Haute Assemblée de la teneur de ces auditions et des débats qui les ont suivies.

Les personnes entendues par la commission le 17 octobre 1990 étaient :

- M. Henri Ménudier, professeur à l'Université de Paris III, auteur de nombreux ouvrages sur l'Allemagne, coauteur de «La République Fédérale d'Allemagne dans les relations internationales» (1989) ;

- M. Christian de Boissieu, professeur à l'Université de Paris I et à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris ;

- M. Alain Minc, vice-président directeur général des Compagnies européennes réunies (CERUS), auteur notamment de «La grande illusion» ;

- **M. Thierry de Montbrial, directeur de l'Institut français des relations internationales (IFRI) ;**

- **S. Exc. M. Franz Pfeffer, ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne à Paris.**

PREMIÈRE PARTIE

L'UNIFICATION ALLEMANDE ET SES CONSÉQUENCES : UNE BRÈVE SYNTHÈSE

Le très bref commentaire introductif qui suit ne prétend pas être un document de recherche ni de référence.

Il vise simplement et modestement à regrouper et à synthétiser les principales idées évoquées et les principaux problèmes soulevés au cours de la réunion de votre commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées du 17 octobre 1990, consacrée aux conséquences et aux perspectives de l'unification allemande.

*

* *

I. LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE LA RÉUNIFICATION

L'union monétaire économique et sociale allemande est entrée en vigueur le 1er juillet de cette année, conformément au traité du 18 mai 1990.

Si l'on garde en mémoire le fossé qui séparait les économies des deux Allemagne –dont le tableau suivant donne une image assez significative–, on comprend aisément que l'unification ait des conséquences économiques, sociales, budgétaires et monétaires considérables.

Comparaison des deux Allemagne en 1989

	Ouest	Est	Est en % de l'Ouest
<i>Population</i> (en millions)	61,7	16,6	26,9
<i>Population active</i> (en millions)	29,7	9	30,3
<i>PIB</i> (en milliards de DM)	2 237	280	12,5
<i>Productivité du travail</i> (en milliers de DM par tête)	81,0	36,1	44,5
<i>Capital productif</i> (en milliards de DM)	4 314	1 100	25,5
<i>Intensité capitalistique</i> (en milliers de DM par tête)	156	122	78,3
<i>Salaires bruts annuels</i> (en milliers de DM par tête)	40,8	13,2	32,0

Sources : DIW, Office fédéral des statistiques, Wiesbaden.

1. Un coût élevé

A court terme, l'effet le plus évident de la réunification est l'effondrement de l'économie est-allemande avec son corollaire, le développement du sous-emploi. La nécessité d'amortir le choc social et de faciliter la restructuration de la partie orientale de l'Allemagne contraindra par ailleurs la République Fédérale d'Allemagne (unifiée) à consentir des aides budgétaires très élevées.

a) L'effondrement de l'économie est-allemande

Sujet d'inquiétude et de déception, l'économie de l'ex-R.D.A. n'a pas résisté à l'ouverture à l'Ouest.

Dès les premiers mois de l'année 1990, elle était entrée dans une période de récession caractérisée par une diminution

sensible de la production industrielle. Cette évolution s'est précipitée par la suite, si bien qu'en juillet 1990, la production est-allemande était inférieure de 40 % à son niveau de juillet 1989.

La raison principale de cet effondrement tient à la modification des comportements de consommation des Allemands de l'Est. Libérés de la contrainte de se fournir en produits fabriqués sur place, souvent en quantité insuffisante et de qualité médiocre, ces derniers ont, semble-t-il, réorienté leur demande vers les produits en provenance de l'Allemagne de l'Ouest.

La désorganisation de la production, due tout à la fois à la déliquescence générale des structures est-allemandes et aux départs massifs vers la R.F.A., a sans doute aussi eu une influence.

b) Une première conséquence : le développement du sous-emploi

Il est encore extrêmement difficile d'avoir une idée précise du nombre de chômeurs que comptera, à terme, la partie orientale de l'Allemagne. Les prévisions les plus diverses ont été avancées. Par exemple, l'école supérieure d'économie de Berlin-Est a retenu l'hypothèse de 1,5 million de chômeurs pour la fin de 1990, tandis que le ministère de l'économie est-allemand tablait sur une fourchette de 2,5 à 4 millions de demandeurs d'emplois.

Une chose semble certaine toutefois : le phénomène du sous-emploi a d'ores et déjà atteint une ampleur considérable. Il toucherait, à l'heure actuelle, plus de 1,7 million de personnes (chômage + chômage partiel) en Allemagne de l'Est, soit plus de 20 % de la population active.

Cette situation était prévisible. Faut-il rappeler en effet que la productivité moyenne en R.D.A. était, selon les estimations les plus sérieuses, de 40 à 50 % inférieure à celle de R.F.A. et que la culture de 100 hectares nécessitait l'emploi de 12 personnes en R.D.A. contre 1,5 en R.F.A. ?

c) Une imposante «facture» budgétaire

L'Allemagne de l'Ouest va être contrainte de financer, pour une très large part, la restructuration de l'économie de l'ex-R.D.A.. Trois obligations au moins s'imposent à elle : amortir le choc social représenté par cette restructuration (notamment en mettant en place un système d'assurances sociales) ; soutenir les entreprises de

L'Est qui peuvent encore être sauvées alors même que le capital privé tarde à s'investir dans la partie orientale de l'Allemagne ; enfin, financer une part du déficit budgétaire est-allemand.

Le coût initialement prévu, déjà fort élevé, de l'unification a rapidement dû être révisé à la hausse en raison de la dégradation de la situation économique est-allemande déjà évoquée. En mai 1990, le déficit des administrations publiques est-allemandes était évalué à 30 milliards de Deutsch Marks pour 1990 et 50 milliards pour 1991. On estime désormais qu'il devrait atteindre 80 à 100 milliards de Deutsche Marks pour 1990 et plus de 100 milliards pour 1991.

Au total, le déficit budgétaire de l'Allemagne unifiée devrait s'élever à environ 3 % du produit national brut alors qu'avant la réunification le budget des administrations publiques (Etat fédéral + collectivités locales) était proche de l'équilibre.

Le projet de budget pour 1991 de l'Etat fédéral adopté le 14 novembre dernier par le gouvernement laisse apparaître un déficit de 70 milliards de Deutsch Marks (soit environ 231 milliards de francs) contre 67 milliards de Deutsche Marks en 1990 et 19 milliards en 1989.

Il faut ajouter que deux éléments pourraient encore alourdir le coût financier déjà énorme de la réunification :

- **une insuffisance de l'investissement privé dans l'ex-R.D.A., rebuté par la mauvaise qualité des infrastructures et la crainte de revendications salariales. L'Etat fédéral devrait alors suppléer cette carence et financer directement certains équipements ;**

- **de fortes revendications sociales qui obligeraient le gouvernement à compenser l'écart de revenus entre l'Est et l'Ouest grâce, par exemple, à des subventions aux salaires ou à l'accroissement des prestations sociales.**

2. Les conséquences pour l'économie allemande

a) Plusieurs scénarios sont envisageables

Nous n'évoquerons que les deux plus radicaux :

- **Le scénario catastrophe est celui d'un regain considérable de l'inflation provoquée, en premier lieu, par l'augmentation de la demande de biens ouest-allemands, en second lieu, par une politique budgétaire expansive. L'Allemagne est alors**

contrainte d'augmenter fortement le niveau de ses taux d'intérêt, ce qui entraîne une récession.

Quant à la partie orientale de l'Allemagne, elle ne réussit pas à rattraper son retard économique sur l'Ouest. L'écart salarial avec l'Ouest se réduit sous la pression des revendications sociales, mais compte tenu d'une productivité bien inférieure, ce sont aussi les performances économiques qui s'amenuisent : les exportations et les investissements diminuent ; le chômage s'accroît ; l'Est de l'Allemagne devient, selon l'expression utilisée par l'un des interlocuteurs de la commission, un « mezzogiorno ».

- Le scénario le plus favorable, qui insiste sur les potentialités industrielles de l'est de l'Allemagne et l'acceptation par les Allemands de l'Est de salaires assez bas pour compenser la médiocre productivité, permet d'envisager un alignement progressif des deux parties de l'Allemagne en 10-15 ans.

b) L'hypothèse généralement retenue est celle d'un accroissement de l'activité

La demande de l'Allemagne de l'Est tant en biens de production qu'en biens de consommation augmenterait (+ 40 milliards de Deutsch Marks en 1990 et + 25 milliards en 1991) et, pour les deux tiers environ, devrait s'adresser aux entreprises ouest-allemandes.

Cette demande supplémentaire induirait un surcroît de croissance. Les investissements, stimulés, devraient aussi connaître une progression. Simultanément, les tensions inflationnistes jusqu'à présent apaisées en R.F.A. risqueraient de se réveiller.

Il faut cependant considérer que toute prévision précise à court terme risque de se révéler hasardeuse. Ainsi, les évaluations jusqu'alors très optimistes en matière de croissance viennent d'être remises en cause par les cinq grands instituts de conjoncture de la République Fédérale d'Allemagne (+ 1,5 % en 1991 pour l'Allemagne unifiée contre + 3-4 % initialement prévus).

A moyen terme, il est probable que la puissance économique et commerciale de la R.F.A. sortira renforcée de l'«épreuve» de la réunification.

Deux points méritent ici d'être évoqués.

- En premier lieu, compte tenu de la structure de ses échanges, essentiellement orientés vers les pays du CAEM,

l'économie de l'ex-R.D.A. peut constituer une remarquable tête de pont pour l'Allemagne unifiée dans les marchés d'Europe de l'Est.

• En second lieu, le rôle du Deutsch Mark devrait aller croissant. Cette évolution, soulignée par l'un des interlocuteurs de la commission, se traduirait par une augmentation de la part du Mark dans les réserves des banques centrales et dans le règlement des transactions internationales. Le Mark peut aussi s'implanter comme monnaie parallèle, à l'instar ou à l'encontre du dollar, dans un certain nombre de pays d'Europe de l'Est.

3. L'impact sur l'Europe et la France

a) L'accélération de la croissance

L'accroissement de la demande intérieure allemande devrait bénéficier à l'ensemble des pays qui commercent avec la R.F.A.. Concernés au premier chef, sont les pays de la Communauté, principaux fournisseurs et clients de la R.F.A.

Parmi eux, la France est particulièrement bien placée. Il ne faut pas oublier, en effet, que notre pays est le premier partenaire commercial de l'Allemagne de l'Ouest.

La R.F.A. est notre premier fournisseur avec 19,3 % de nos importations devant l'Italie (11,5 %) et l'Union belgo-luxembourgeoise (9,2 %), mais aussi notre premier client avec 16 % de nos exportations devant l'Italie (12,1 %) et la Grande-Bretagne (9,6 %).

De même, la France est le premier importateur de produits allemands (12 % des importations allemandes) devant les Pays-Bas (10,3 %) et l'Italie (9,1 %) ainsi que le premier exportateur vers la R.F.A. (12,5 %) devant les Etats-Unis (9,8 %) et la Grande-Bretagne (9,3 %).

b) Les risques

Le premier a trait à la hausse des prix et à l'augmentation des taux d'intérêt qui, si elles devaient se produire en Allemagne, se répercuteraient probablement dans l'ensemble des pays de la Communauté. Dans ces conditions, une récession pourrait intervenir.

Un autre risque concerne le financement de l'économie européenne.

Comme l'a souligné l'un des intervenants devant la commission, les prochaines années vont être caractérisées par l'existence de besoins de financement très importants aux Etats-Unis (déficit budgétaire et commercial), au Japon (situation boursière et évolution démographique défavorables) et en Allemagne.

Or, dans le même temps, il serait nécessaire de financer le développement de l'Europe du sud et la restructuration des économies est-européennes.

Il est bien clair que cela se révélera très difficile si l'offre de capitaux sur le marché mondial et le marché européen n'augmente pas.

Les solutions envisageables pourraient être d'une part de mener, au moins à l'échelle européenne, une politique d'encouragement de l'épargne, d'autre part, d'accroître les capacités des fonds structurels de la Communauté.

II. LA SÉCURITÉ DE L'ALLEMAGNE ET DE L'EUROPE

Les orateurs entendus par votre commission ont insisté sur le fait que le monde entrerait dans une période d'incertitude. Face aux risques et aux menaces qui pèsent sur sa sécurité et sur celle de l'Europe tout entière, l'Allemagne apparaît singulièrement désarmée. Aussi, devient-il urgent de reconstruire un équilibre stratégique qui garantisse la sécurité de l'ensemble du continent.

1. Une période d'incertitude

a) La menace soviétique, même moins nette, demeure

L'Union soviétique, malgré le processus de désarmement en cours, reste une «super puissance» militaire. Elle se renforce même. Acceptant une réduction quantitative de son potentiel militaire, elle n'a pas renoncé à une modernisation de l'ensemble de ses forces armées.

Sa supériorité sur l'Europe occidentale est absolue dans le domaine nucléaire stratégique, écrasante dans le domaine nucléaire préstratégique et tactique et elle demeure dans le domaine conventionnel.

Le retrait des forces soviétiques des pays de l'Europe de l'Est sera pour l'Europe de l'Ouest un facteur important de sécurité. De même, les mouvements de déflation de personnel ainsi que les séquelles, au sein de l'Armée rouge, de la situation intérieure en U.R.S.S., réduisent certainement la disponibilité opérationnelle des forces armées soviétiques. Cependant, l'armée soviétique nouvelle en cours de constitution, par sa mobilité, son allonge et sa puissance de feu, demeure une menace redoutable, d'autant plus que sa capacité à opérer de fulgurantes actions très en profondeur du dispositif européen compense très largement son recul géographique et sa diminution quantitative.

b) De nouvelles zones de tension apparaissent en Europe et dans le monde

Il n'est pas possible d'exclure que l'Europe orientale puisse devenir le théâtre de troubles graves provoqués notamment par un renouveau des nationalismes et un regain des tensions entre États. Dans de nombreux pays, le problème des minorités se pose de façon aiguë et tous les conflits frontaliers ne paraissent pas définitivement réglés.

L'émergence d'ambitions régionales nouvelles peut laisser craindre l'apparition de crises locales, voire de nouveaux conflits.

2. Le risque d'un désarmement rampant de l'Allemagne

a) L'Allemagne réduit ses dépenses de défense et ses effectifs militaires alors même que la garantie américaine dont elle bénéficiait semble de moins en moins sûre

La réduction du format de l'armée allemande est désormais une chose acquise. Annoncée à Vienne le 30 août 1990 au cours des négociations sur les forces armées classiques en Europe (F.C.E.), elle a été confirmée lors de l'élaboration du traité «4 + 2» dans lequel elle fait l'objet d'un paragraphe.

La République fédérale (unifiée) s'engage à réduire de 45 % les effectifs de ses forces armées, ce qui les ramènerait à 370 000 militaires, dans un délai de trois à quatre ans à compter de l'entrée en vigueur du premier traité F.C.E.. Sur ses 370 000 hommes, 345 000 au maximum pourront appartenir aux forces terrestres ou aériennes.

D'ores et déjà, l'armée de l'ex-Allemagne de l'Ouest a vu ses effectifs chuter de 480 000 hommes au début de l'année à 430 000 aujourd'hui. Quant à l'armée de l'ex-R.D.A., elle ne compte plus actuellement que 88 000 militaires contre 107 000 auparavant.

Plus généralement, et en grande partie pour limiter la hausse de son déficit budgétaire imputable à l'unification, l'Allemagne s'est lancée dans la voie d'une réduction de ses dépenses de défense : elles devraient atteindre 52,6 milliards de Deutsch Marks en 1991 (environ 178 milliards de francs) contre 54,23 milliards en 1990. Leur niveau pourrait même être ramené à 50 milliards lors de l'examen du budget par le Parlement. La commission de la défense du du Bundestag, en effet, est favorable à une telle diminution.

On prend conscience de l'importance stratégique du désarmement allemand lorsque l'on se rappelle que la Bundeswehr fournissait à elle seule 50 à 60 % de la puissance blindée de l'OTAN en Centre-Europe, 50 % de ses capacités de défense sol-air et 30 % de son aviation de combat. En mer Baltique, elle représentait 100 % de l'aviation de combat et 70 % des forces navales de l'OTAN.

Au moment même où l'Allemagne réduit ses forces militaires et risque ainsi d'affaiblir sa propre sécurité et le dispositif de l'OTAN, le découplage entre la défense de l'Europe et celle des Etats-Unis tend à se confirmer.

Le continent européen est en voie d'être totalement dénucléarisé (hors forces françaises et britanniques). Le couplage entre la défense de l'Europe occidentale et celle des Etats-Unis a été fortement affecté par le démantèlement des forces nucléaires intermédiaires. Par ailleurs, la non-modernisation des armes nucléaires à courte portée, leur obsolescence et leur crédibilité politique déclinante, en émoussent la valeur dissuasive.

De fait, le retrait des forces américaines à moyen ou long terme devient de plus en plus probable : déjà dans les douze mois à venir, 40 000 militaires américains doivent quitter le sol allemand.

Loin de prendre le relais de la garantie américaine chancelante, les deux puissances nucléaires de l'Europe occidentale, la France et la Grande-Bretagne, rapatrient aussi leurs troupes et réduisent leurs budgets de la défense. C'est ainsi que notre pays a

décidé, sans consulter –semble-t-il– les autorités allemandes, de procéder à l'évacuation de ses unités stationnées en Allemagne. Cette évacuation, qui devrait à terme être totale, concernera la moitié des Forces Françaises d'Allemagne (F.F.A.) d'ici 1992.

b) L'Allemagne n'a pas de capacité d'intervention extérieure

On l'a bien vu lors de la crise du Golfe. Sa constitution peut sembler lui interdire pour l'instant tout engagement militaire hors de la zone OTAN.

La loi fondamentale serait-elle modifiée que deux problèmes continueraient à se poser. En premier lieu, pour des raisons politiques, psychologiques et historiques, une intervention extérieure des forces armées allemandes pourra paraître encore inopportune à certains. En second lieu, la R.F.A. ne dispose pas, dans les faits, de forces conçues pour des opérations extérieures à l'image, par exemple, de la Force d'action rapide française.

Cela emporte deux conséquences. D'une part, l'Allemagne ne peut, à l'heure actuelle, jouer un rôle important dans une défense européenne qui pourrait avoir à intervenir hors d'Europe pour rétablir la paix ou maintenir l'ordre et la sécurité.

D'autre part, elle se situe sans doute en deçà du seuil de suffisance pour faire face aux nouvelles menaces, déjà évoquées, qui peuvent apparaître notamment en Europe centrale ou dans la région sud de l'OTAN.

c) Une dérive neutraliste, jusqu'à présent écartée, ne peut être négligée

Ainsi que l'a précisé l'une des personnalités intervenues devant la commission, seule une minorité de la population allemande serait favorable à la dénucléarisation.

Cette minorité ne peut cependant être tenue pour négligeable. Près de 40 % de la population allemande en ferait partie selon certains sondages.

3. La sécurité européenne fragilisée

L'ensemble des éléments précédemment décrits -désarmement allemand, découplage progressif Etats-Unis- Europe, absence de capacité d'interventions extérieures de la R.F.A., risque toujours présent de dérive neutraliste et pacifiste- tend à rendre l'Allemagne plus vulnérable.

Une Allemagne relativement vulnérable dans le domaine de la défense altère la sécurité européenne dans son ensemble.

L'Allemagne unie continue de se trouver, si l'on considère la géographie du continent, parmi les pays de la Communauté, en «première ligne». La République fédérale (unifiée) serait, des Douze, le pays le plus affecté par d'éventuels troubles en Europe orientale. En outre, c'est sur elle que la menace soviétique pèse le plus lourdement -surtout dans le contexte d'un mouvement vers une forte réduction du potentiel nucléaire occidental qui redonne aux armes conventionnelles le «premier rôle»-. Des troupes soviétiques stationneront sur la partie orientale du territoire allemand jusqu'en 1994. Après le retrait des forces armées soviétiques, la frontière allemande ne sera jamais qu'à 600 kilomètres à peine de la frontière soviétique.

On comprend aisément les risques que courerait la sécurité européenne si l'Allemagne venait à se transformer en une sorte de «ventre mou» de l'Europe communautaire. La situation serait alors d'autant plus instable et dangereuse que les pays d'Europe occidentale pourront de moins en moins compter sur une garantie américaine dont la force s'amenuise à mesure que le glissement vers un découplage entre la défense de l'Europe et celle des Etats-Unis se confirme.

Face à cette situation, plusieurs solutions peuvent être envisagées :

- **La constitution d'une défense allemande autonome** disposant de forces conventionnelles puissantes, voire de forces nucléaires, aurait pu être favorablement accueillie au moment où l'Allemagne recouvrait sa totale souveraineté politique. Ce sont les Allemands eux-mêmes qui la rejette aujourd'hui. Outre le fait qu'elle leur imposerait un effort budgétaire qu'ils ne sont pas prêts à consentir, elle irait à l'encontre du mouvement de désarmement auquel ils semblent particulièrement attachés.

- **La construction d'un «équilibre de sécurité»** en Europe fondée, d'une part, sur une politique de bon voisinage, d'autre

part sur la mise en place d'un système de coopération à l'échelle du continent, est actuellement la solution privilégiée par un grand nombre de commentateurs. L'Allemagne s'est elle-même engagée dans cette voie en signant toute une série de traités de coopération avec l'Union soviétique et en réaffirmant son intérêt pour le processus d'institutionnalisation de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.). Mais cette politique risque de trouver rapidement ses limites. D'abord, le bon voisinage avec l'U.R.S.S. peut être remis en cause par l'évolution interne du régime soviétique, ensuite il est douteux que la C.S.C.E. suffise à elle seule à assurer la paix sur le continent européen. La détente actuelle est moins le fruit de l'action de la C.S.C.E. que de l'effort continu de défense consenti par les Etats-Unis et l'Europe occidentale pour faire face à la menace représentée par le réarmement soviétique et en particulier de la «double décision» de l'OTAN (1979) soutenue par la France.

• **Le maintien d'une solide garantie américaine ou son remplacement par une garantie française ou franco-britannique.** La première semble, ainsi qu'on l'a vu, de moins en moins sûre alors que la seconde ne paraît pas encore d'actualité.

• **La meilleure réponse à la fragilisation de la sécurité européenne résiderait sans doute dans la mise sur pied, par la Communauté, d'une politique et de structures de défense commune.**

La France, en raison de la qualité et de la variété de ses moyens diplomatiques et militaires, serait désignée pour prendre des initiatives conséquentes afin de promouvoir une telle évolution.

Une première étape pourrait consister en un développement de notre coopération militaire avec l'Allemagne qui, comme l'ont souligné plusieurs des interlocuteurs de la commission, attend de notre pays qu'il marque sa solidarité en matière de défense avec elle. L'une des personnalités entendues a ainsi pu suggérer la constitution de grandes unités mixtes, divisions ou corps d'armées, très mobiles et stationnées sur les territoires français et allemand.

Au-delà de ce geste qui aurait valeur de symbole, il pourrait s'avérer nécessaire d'envisager des propositions qui porteraient sur l'extension de la garantie nucléaire française du «sanctuaire national» au territoire allemand. Il va sans dire qu'une telle extension rendrait indispensables des changements substantiels de la doctrine stratégique française. Il faudrait en effet redéfinir, en étroite liaison avec les Allemands, les conditions de délivrance de «l'ultime avertissement», grâce notamment à des armements préstratégiques dont la portée serait sensiblement accrue, ainsi que d'engagement de nos forces conventionnelles. Cela impliquerait, bien

sûr, une modification de la disposition de nos forces et l'aménagement des structures de commandement.

L'extension dans le cadre d'une défense européenne de la dissuasion nucléaire française –ou française et britannique– à l'Allemagne ne doit, aux yeux d'un nombre grandissant d'experts, plus être considérée comme une aberration doctrinale à écarter d'emblée. En effet, le temps peut sembler presser, pour au moins deux raisons : la fragilisation de la sécurité européenne est en cours ; elle sera maximale lorsque le retrait des forces nucléaires et conventionnelles étrangères de République fédérale d'une part, et la réduction du format de l'armée allemande d'autre part, seront effectifs, c'est-à-dire dans 4 à 5 ans. Ensuite, la prise en charge de la défense nucléaire de l'Allemagne devrait intervenir avant que ne se développe dans ce pays un sentiment de neutralisme que le mouvement de désarmement et de retrait des forces soviétiques risque d'encourager.

Cependant, l'Allemagne unie s'est engagée unilatéralement à réduire ces forces armées ; le traité «4 + 2» a entériné le principe de non-stationnement de troupes alliées sur le territoire de l'ex-R.D.A. ; le retrait des forces françaises et britanniques d'Allemagne a d'ores et déjà commencé ; l'OTAN –dont la R.F.A. est l'un des principaux membres– semble avoir sensiblement modifié sa doctrine d'emploi des armes nucléaires à l'occasion du sommet de Londres. En les qualifiant «d'armes de dernier recours», elle laisse penser que leur utilisation pourrait constituer la dernière phase d'un conflit conventionnel. Il est bien clair qu'une telle conception –et le ministre de la défense n'a pas manqué de le rappeler– va à l'encontre de la doctrine française de dissuasion nucléaire qui vise justement à éviter le déclenchement de tout conflit. Elle constitue un obstacle très sérieux à un rapprochement des doctrines stratégiques entre la France et ses partenaires européens et par là hypothèque les chances de construction rapide d'une Europe de la défense.

III. L'ALLEMAGNE UNIE : UN NOUVEAU DYNAMISME POUR LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

1. L'unification allemande, condition nécessaire au renforcement de la construction communautaire

Plutôt que d'être un obstacle ou un frein à la construction communautaire, l'unification de l'Allemagne peut être, doit être, un prélude à son renforcement.

Il était difficile d'exiger d'un pays divisé et dont la souveraineté n'était pas entière –puisque limitée par les droits des alliés sur son territoire– qu'il s'engage résolument et sans retard dans la voie de l'union politique européenne.

Pour renoncer à sa souveraineté en certains domaines, particulièrement la politique étrangère ou la défense, encore faut-il en disposer pleinement. Que l'Allemagne recouvre aujourd'hui sa capacité politique permet à l'Europe de franchir une étape décisive de son unification : acquérir une dimension politique.

Par ailleurs, le surcroît prévisible de croissance européenne consécutif à l'unification allemande peut avoir un effet positif pour l'unification européenne. Un développement du commerce intra-européen et particulièrement intra-communautaire peut en résulter qui raffermira les liens économiques et financiers des Douze. Surtout, dans un contexte de croissance, les égoïsmes nationaux peuvent –du moins faut-il l'espérer– se révéler moins vifs.

2. L'Allemagne unie, la Communauté et la «grande Europe»

Un certain nombre de pays d'Europe de l'Est ont d'ores et déjà fait état de leur volonté d'intégrer, à moyen ou long terme, la communauté européenne. L'enjeu pour eux n'est rien moins que de se joindre à un système institutionnel qui a fait ses preuves tant en matière politique (libertés publiques, droits de l'homme...) qu'en matière d'économie (si l'on considère l'Europe dans ses limites géographiques, c'est-à-dire de l'Atlantique à l'Oural, la Communauté apparaît globalement comme un îlot de prospérité au milieu d'un océan d'incertitudes économiques). Il s'agit aussi, symboliquement,

pour les anciennes «démocraties populaires», d'une part, de retrouver le camp des vraies démocraties, d'autre part, de concrétiser la fin de la division de l'Europe.

Il est clair que la Communauté ne peut ignorer les Etats qui frappent à sa porte. Au contraire, elle doit les aider à passer les obstacles économiques, politiques et sociaux qu'ils ne manqueront pas de rencontrer sur la voie de leur démocratisation.

Au demeurant, la Communauté mène déjà une politique active en direction des pays d'Europe de l'Est. En 1989 et 1990, des accords de commerce et de coopération économique et commerciale ont ainsi été signés avec la Hongrie et la Pologne, et des négociations sont en cours avec la Tchécoslovaquie et la Bulgarie. La Communauté travaille par ailleurs à la mise en place d'accords d'association conformément aux directives du Conseil européen de Dublin d'avril 1990. Ces accords devraient tous impliquer la mise en place de conseils d'association entre la C.E.E. et les pays concernés, de comités d'association ministériels et de commissions parlementaires d'association. Ils prévoieraient une coopération étroite avec la Communauté qui fournirait une assistance visant à favoriser le rapprochement des structures économiques et sociales du pays associé avec celles des Etats membres de la C.E.E. Enfin, une zone de libre-échange entre la Communauté et l'Etat associé serait progressivement instituée.

Peut-on aller plus loin et envisager un élargissement de la Communauté ? Certains interlocuteurs de la commission n'ont pas manqué de rappeler que la vocation de la Communauté était, à terme, de rassembler tous les Etats de l'Europe historique. Le chancelier allemand, lui-même, n'affirmait-il pas devant des étudiants d'Harvard, le 7 juin 1990 : *«A la fin du siècle, la première pierre aura été posée pour les Etats-Unis d'Europe. Je suis fermement décidé à ce que cette Fédération ne soit pas un club fermé, réservé aux membres actuels de la Communauté européenne... Les Etats-Unis d'Europe devront donc être ouverts à des pays comme l'Autriche, la Suède, la Norvège et la Finlande. Elle ne doit pas exclure les Polonais, les Tchèques et les Slovaques, les Hongrois, ou n'importe quels autres Européens qui voudraient la rejoindre»*.

Faut-il considérer que le gouvernement allemand a d'ores et déjà opté pour la «grande Europe», la «maison commune européenne» ou la «confédération européenne», le cas échéant, au détriment de la Communauté européenne ? Il ne le semble pas. En effet, les dirigeants allemands sont bien conscients, comme en témoignait l'intervention de S. Exc. M. l'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne devant la commission, du risque de dilution de la Communauté dans une «grande Europe» aux contours

et au rôle indéfinis. Dans l'immédiat, et compte tenu des obstacles que rencontre déjà la mise en oeuvre, à douze, de l'union économique et monétaire et de l'union politique, il apparaît impossible d'envisager un élargissement de l'Europe communautaire.

Son système institutionnel n'est pas conçu, et ne peut donc faire face, dans son état actuel, à un accroissement du nombre des Etats membres. On sait les difficultés qu'il y a déjà à discuter, et encore plus à décider à douze, alors à 24 ou plus !

Sa cohésion économique n'y résisterait d'ailleurs pas : on estime qu'il faudra près de 30 ans aux pays d'Europe de l'Est pour «rattraper» leurs voisins de l'Ouest. Sa cohésion politique serait, elle aussi, menacée : certaines des anciennes «démocraties populaires» n'ont pas encore achevé et consolidé leur passage du totalitarisme à un système authentiquement démocratique.

Le principe de l'impossibilité d'un élargissement à court terme de la Communauté étant posé, il faut réaffirmer non seulement la possibilité, mais la nécessité d'un tel élargissement à plus long terme.

Au nom de quoi refuser à des Etats européens leur adhésion à la Communauté européenne dès lors que leurs systèmes économiques et politiques seront équivalents à ceux des pays membres ? L'argument selon lequel les structures institutionnelles communautaires ne pourraient fonctionner à 24, s'il est valable pour le court terme, pourra paraître plus difficile à soutenir dans le long terme. L'approfondissement de l'union politique des Douze qui doit s'amorcer cette année, devrait permettre une amélioration des procédures décisionnelles communautaires. Il reste que la Communauté a vocation à rester le noyau dur de l'édifice européen.

L'Allemagne unifiée peut jouer un rôle déterminant dans la structuration de l'ensemble du continent européen. Plutôt que de s'inquiéter de son éventuelle «dérive à l'Est» –toujours rejetée sans aucune ambiguïté par les dirigeants allemands–, ne peut-on considérer sa position géographique et le dynamisme économique dont elle fait preuve dans les pays libérés du totalitarisme comme une chance pour la Communauté ?

IV. LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES

L'importance des relations franco-allemandes a été rappelée par plusieurs des interlocuteurs de la commission.

De fait, les deux pays forment déjà le noyau de la Communauté. Leur entente exemplaire a, le plus souvent, été à l'origine des progrès de la construction européenne.

Sans remonter à la création de la C.E.C.A. et de la Communauté, la coopération franco-allemande a porté de nombreux fruits qui ont favorisé la construction communautaire. Parmi les plus significatifs, on retiendra :

- la fondation du système monétaire européen en 1979, première des nombreuses étapes qui mènent à ce que l'on appelle désormais l'union économique et monétaire (U.E.M.) ;

- ou la réactivation de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) consécutive à une initiative franco-allemande et qui s'est traduite par l'adoption, en 1987, de la plateforme de La Haye.

Aujourd'hui, elle doit être encore renforcée pour, sur la base du traité de l'Elysée du 22 janvier 1963 et de son protocole de 1988, ouvrir la voie à une nouvelle étape de l'unification européenne : la constitution d'une Europe de la défense.

Son développement est encore indispensable pour permettre à l'Allemagne de franchir sans trop de difficultés le pas de son unification. Contrairement à ce que certains commentaires laissent penser, la France n'a guère intérêt à voir ce processus fragiliser l'Allemagne aussi bien sur les plans économique que politique. Une Allemagne destabilisée serait, demain comme hier, un germe d'insécurité au coeur de l'Europe et à la frontière française.

Dès lors, plutôt que de s'inquiéter sans cesse de la nouvelle puissance allemande, il conviendrait sans doute de veiller à ce que l'unification se déroule dans les meilleures conditions et surtout ne remette pas en cause les relations de confiance entre la France et l'Allemagne.

Soucieuse de renforcer sa sécurité dans le cadre d'un mouvement général de désarmement, l'Allemagne est naturellement portée à mener une politique de bon voisinage avec l'Union soviétique. Cette politique s'est récemment traduite par l'élaboration d'une série de traités de coopération entre les deux pays.

Il faut cesser à son propos d'agiter le spectre de Rapallo. L'Allemagne ne cherchera d'alliances à l'Est que si elle ne trouve pas de soutien à l'Ouest.

Aujourd'hui, la Communauté et surtout la France - compte tenu des relations exceptionnelles qui existent entre les deux pays - doivent lui apporter ce soutien dont elle a besoin.

A cet effet, sans doute la politique française devrait-elle s'attacher à trois actions prioritaires :

- **renforcer la coopération militaire entre la France et l'Allemagne (1) ;**

- **participer à la «reconstruction» de l'est de la République fédérale en encourageant les entreprises françaises à y investir ;**

- **s'engager résolument dans la voie, d'une part, de l'union économique et monétaire (U.E.M.), d'autre part, de l'union politique afin de fournir à l'Allemagne un cadre qui lui permette de faire face aux difficultés économiques qu'elle risque fort de rencontrer dans les prochaines années : tensions inflationnistes, déficits budgétaires...**

(1) Cf. *supra* II, 3.

DEUXIÈME PARTIE

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 17 OCTOBRE 1990 SUR LES PERSPECTIVES ET LES CONSÉQUENCES DE LA RÉUNIFICATION ALLEMANDE

- M. Henri Menudier, professeur à l'Université de Paris III, sur «La réunification allemande : aspects intérieurs et attitudes de l'opinion publique des pays occidentaux» ;

- M. Christian de Boissieu, professeur à l'Université de Paris I et à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, sur «Les aspects économiques et monétaires de la réunification» ;

- M. Alain Minc, vice-président directeur général des Compagnies européennes réunies (CERUS), sur «L'Allemagne et les futurs équilibres européens» ;

- M. Thierry de Montbrial, directeur de l'Institut français des relations internationales (IFRI), sur «Les différents aspects de la problématique de la réunification allemande» ;

- S. Exc. M. Franz Pfeffer, Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne à Paris. Synthèse.

M. Henri MENUDIER, professeur à l'Université de Paris III

M. Jean LECANUET, Président - Monsieur l'Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne, Messieurs les Professeurs, je veux, avant même de saluer mes collègues et les remercier de leur présence, vous dire combien nous sommes sensibles au cadeau que vous nous faites de votre présence, une matinée de votre vie, pour nous informer d'une manière certainement enrichissante.

Nous avons cette opinion parce que nous avons lu autant que possible vos écrits sur le grand problème des conséquences de la réunification allemande. Nous sommes donc très attentifs à vous entendre.

Perspectives et conséquences de la réunification allemande : n'y voyez pas, Monsieur l'Ambassadeur, de ma part, je ne sais quelle inquiétude ou critique. C'est au contraire l'attente d'une vue constructive de l'avenir, certes de l'Allemagne, mais aussi de l'Europe des Douze, naturellement, placée en face des prodigieux changements qui s'accomplissent en Europe Centrale, en Europe de l'Est, y compris en Union Soviétique.

C'est donc une recherche des connaissances des années qui sont devant nous, avec l'ardent désir de parvenir ensemble à la même construction, qui nous anime.

En ce qui me concerne, ainsi que de nombreux sénateurs, dont je connais les opinions, il n'y a pas d'inquiétude derrière notre interrogation mais simplement la volonté de mieux connaître, de mieux comprendre et de prévoir l'avenir.

Sans plus tarder, je propose à M. le Professeur MENUDIER de s'exprimer.

M. Henri MENUDIER - Monsieur le Président, Monsieur l'Ambassadeur, Messieurs les Sénateurs, je suis aussi très sensible à cette invitation, à cette possibilité de m'entretenir avec vous.

Je suis universitaire et germaniste. J'ai suivi ces affaires allemandes de très près et eu la chance d'être à Berlin le 9 novembre, quand s'est produite l'ouverture du mur. J'y suis retourné souvent depuis et j'ai eu l'occasion de vivre ce problème allemand autant de l'intérieur que de l'extérieur.

Je rentre d'une tournée de conférences aux Etats-Unis et au Canada, où j'ai pu également mesurer à quel point -y compris dans les milieux politiques de ces deux pays- on s'intéresse aux transformations en train de se produire en Allemagne.

Je développerai deux points qui m'ont été demandés. Le premier se rapporte aux causes et effets de la révolution tranquille de l'automne 1989 en R.D.A. Ne voyez pas, sur l'adjectif "tranquille" d'allusion à la politique intérieure française.

Le second point concerne les réactions françaises et étrangères à la réunification.

On n'imaginait pas il y a encore un an ces prodigieux bouleversements en Europe, de sorte que lorsqu'on parle de la réunification, il faut distinguer entre les causes externes et internes.

Les causes externes ont en effet un rôle très important. On ne pense pas, aujourd'hui, que la situation aurait pu se transformer de cette façon s'il n'y avait pas eu, auparavant, les mouvements en Pologne, Hongrie et U.R.S.S. La politique de GORBATCHEV a joué un rôle important, et ce n'est pas par hasard s'il vient de recevoir le prix Nobel.

Ces trois pays de référence ont joué un rôle considérable dans le début de la prise de conscience de réformes possibles en R.D.A. au cours de 1988.

Autre aspect important dont il faut avoir conscience à l'Ouest : la réunification a été possible non seulement à cause de ce qui s'est passé en Europe de l'Est, mais aussi à cause de ce que l'Europe de l'Ouest a constamment représenté pour les pays d'Europe de l'Est, en particulier la R.D.A.

J'ai eu l'occasion, cet été, de voyager dans plusieurs pays d'Europe de l'Est. Cela m'a beaucoup frappé de voir à quel point mes interlocuteurs ont toujours souligné, combien, au cours des dernières années, la C.E.E. et l'Europe de l'Ouest de manière plus générale ont constitué un modèle constant de référence. Si ces personnes n'ont pas désespéré c'est parce qu'elles voyaient à l'Ouest la C.E.E. et l'Alliance Atlantique s'accomplir.

L'une des causes -plus lointaine mais essentielle- des transformations en Europe de l'Ouest a été la signature en 1975 de l'acte final de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération Européenne, la C.S.C.E.

Si j'osais une hypothèse, je dirais que les régimes communistes ont signé eux-mêmes leur arrêt de mort en signant l'acte final de la C.S.C.E., essentiellement parce qu'ils étaient contraints d'introduire des notions de Droits de l'Homme et de pluralisme politique dans leur système. C'est ce qui a contribué à les faire éclater.

Les trois puissances co-responsables vis-à-vis de Berlin et de l'Allemagne dans son ensemble ont joué un rôle important. Ces pays se sont convertis à l'idée de l'unité allemande dès 1948-1949.

Le principe de l'unification était inscrit dans les accords que nous avons passés avec l'Allemagne au mois d'octobre 1954. Cela

a été rappelé de façon rituelle, mais, finalement, la présence des troupes occidentales à Berlin Ouest a contribué à libérer Berlin.

Comme le disait le Président LECANUET dans son introduction, la réunification ne s'est pas faite contre nous, Européens de l'Ouest occidentaux, mais avec nous.

Si l'on peut faire une comparaison sur le plan historique, voyez la différence fondamentale qui existe entre l'unité allemande de 1990 et celle de 1871. Bismark avait fait l'unité allemande après avoir mené la guerre contre le Danemark, l'Autriche et la France.

Au chapitre des causes internes, il faut rappeler que le régime communiste en Allemagne de l'Est a été imposé par la force, dès 1945, par l'Union Soviétique, par une politique systématique de nationalisation, d'étatisation, de bureaucratisme, en s'aidant du Parti Communiste Allemand. Ce Parti s'est ensuite appuyé sur la fameuse STASI, la Police d'Etat.

Même pour moi, qui connais assez bien les affaires allemandes, je n'avais pas vraiment idée des tentatives pour développer un tel pouvoir à l'intérieur de l'Etat. S'il y a aujourd'hui un héritage empoisonné dans l'ancienne R.D.A., c'est bien celui que laisse la STASI.

Le régime a été régulièrement rejeté par la population, n'ayant aucune légitimité démocratique. Quelques dates... 1953 : émeutes ouvrières de Berlin Est. Différentes grandes villes ont été écrasées par l'Union Soviétique ; 13 août 1961 : Berlin Est se sent dans l'obligation de construire le mur pour empêcher sa population de se sauver. Depuis 1945, il y a eu de façon continue, avec des hauts et des bas, un flot ininterrompu de réfugiés. Ces réactions indiquent à quel point ce régime était rejeté.

Deux phénomènes ont fait sauter le régime communiste à Berlin-Est : d'une part l'exode de R.D.A. vers la R.F.A. (l'année dernière, à cette période de l'année, des milliers de ressortissants de R.D.A. se pressaient dans les locaux des ambassades ouest

allemandes à Prague, Budapest ou Varsovie) et d'autre part les manifestations.

On voit là la spécificité de la révolution tranquille allemande : c'était une sorte d'exode. On a connu aussi des manifestations en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Pologne. Mais cet exode menaçait le régime de s'effondrer de l'intérieur. On a donc assisté à un véritable divorce entre la population et le régime.

A partir de la fin novembre est apparu le slogan : "Wir sind das Volk !" - "le peuple, c'est nous !" - alors que c'était le régime qui était censé représenter le peuple ; très vite, ce slogan s'est transformé en : "Wir sind ein Volk !" - "Nous sommes un Peuple !". A compter de ce moment, le thème de l'unité est devenu prioritaire par rapport à celui des réformes, ce qui explique qu'ensuite les choses se soient précipitées de cette façon.

Les effets sur l'Allemagne ont été très importants et personne ne pouvait prévoir que les choses allaient se passer de façon aussi rapide et définitive.

Le numéro un du régime, Erich HONECKER est contraint de démissionner le 18 octobre et remplacé par Egon KRENZ, son dauphin, apparatchik qui n'a aucune crédibilité et qui disparaît au bout de quelques semaines. Il doit ouvrir le mur de Berlin dans la panique le 9 novembre, les autres pays d'Europe de l'Est lui ayant fait savoir qu'ils en ont assez d'accueillir des dizaines de milliers de réfugiés de R.D.A.

Arrive Hanz MODROW, un communiste réformateur, qui commence déjà à partager le pouvoir. Le principal Parti, le S.E.D. doit renoncer à son rôle dirigeant dans l'Etat et commence l'expérience de la Table ronde -en réalité carrée- qui permet d'engager le dialogue entre les forces traditionnelles du régime et les contestataires.

Très vite, cette Table ronde se fixe comme objectif des élections libres et secrètes à la Chambre du Peuple. Il y avait bien eu

des élections régulièrement depuis 1949, mais les résultats étaient fixés d'avance. Il ne pouvait ainsi y avoir contestation.

Ces élections ont lieu le 18 mars. C'est une coalition de droite qui l'a emporté très largement, dirigée par la C.D.U. de M. Lothar de MAIZIERE.

C'est un événement de politique intérieure important, car cela a naturellement facilité les négociations entre Berlin-Est et Bonn pour mettre au point le processus ultérieur de la réunification.

Le rôle de ce Gouvernement était simplement de préparer les conditions de la réunification.

Les élections communales du 6 mai ont confirmé les tendances précédentes, favorables aux conservateurs ; les élections régionales de dimanche dernier dans les Länder de l'ancienne R.D.A. vont également dans le même sens. Le comportement électoral des Allemands de l'Est se caractérise ainsi par sa maturité et sa continuité politique.

La réunification s'est opérée dans trois secteurs distincts, rendant le phénomène difficile à suivre. Il y a tout d'abord eu l'unification politique et étatique annoncée par la Table ronde et mise en oeuvre par les différentes élections (élections à la Chambre du Peuple, élections communales et régionales) et par l'entrée en vigueur du traité d'unification le 3 octobre, date qui va devenir la fête nationale de l'Allemagne.

Le processus n'est pas encore achevé ; il y aura des élections générales dans l'ensemble de l'Allemagne le 2 décembre. C'est lorsque sera formé le nouveau Gouvernement issu de ces élections que l'on pourra dire que le processus d'unification politique et étatique est achevé. Les cinq anciens Länder de la R.D.A. vont élaborer des constitutions régionales en 1991.

Le second processus est celui de l'unification monétaire, économique et sociale, entrée en vigueur plus tôt, dès le 1er juillet dernier, traité négocié entre les deux États, qui a surtout vu disparaître le Mark Est-Allemand. A partir de ce moment, la R.D.A.n'avait plus aucune souveraineté sur sa politique économique et monétaire.

C'est naturellement la fin du système de l'économie socialiste et le passage à l'économie sociale de marché, passage fort douloureux pour la population, qui va coûter très cher en termes de chômage et d'inflation. Le régime communiste se retire en laissant une économie vétuste, dans un état catastrophique, avec une situation en matière d'environnement pire que tout ce qu'on pouvait imaginer.

Troisième niveau de la réunification : les aspects extérieurs et les questions de sécurité.

Dès le 14 février, à Ottawa, en marge de la conférence "Ciel Ouvert", un accord a eu lieu entre les deux Allemagnes et les puissances responsables de l'Allemagne. Ce n'est pas un traité de paix, comme cela avait été prévu à Postdam, car Helmut KOHL a fait valoir que l'Allemagne avait retrouvé entre temps sa place dans le contexte international et qu'il n'était pas utile de lui infliger l'épreuve d'un traité de paix. C'est donc un traité sur un pied d'égalité qui a été négocié très vite.

Rapidement, les difficultés qu'il pouvait y avoir du côté occidental ont été levées. Les principales réticences venaient de l'Union Soviétique et lors de la rencontre entre Helmut KOHL et le Président GORBATCHEV, au mois de juillet, dans le Caucase, un accord en matière de sécurité a été établi.

Celui-ci règle des questions très importantes : problème de la frontière Oder-Neisse, armée allemande diminuée à 370.000 hommes -lorsqu'on sait que la Bundeswehr et l'ancienne armée est-allemande comptent actuellement 660.000 hommes, cela va représenter 40 % des effectifs militaires ; problème de la présence

éventuelle des troupes de l'OTAN en R.D.A. ; renoncement de la R.F.A. aux armes A.B.C., c'est-à-dire aux armes atomiques.

Autre point important : la R.D.A. a obtenu le droit de choisir librement ses alliances. Le Chancelier KOHL n'a laissé aucun doute : la R.F.A. continuera à faire partie de l'Alliance Atlantique. En fait, cela a été la fin des droits et responsabilités vis-à-vis de Berlin et de l'Allemagne dans son ensemble. Ces droits ont été suspendus dans l'attente de la ratification du traité "2 + 4".

Le processus n'est pas tout à fait achevé. Les résultats de cette conférence seront présentés du 19 au 21 novembre à la conférence de la C.S.C.E., à Paris.

Toujours est-il que le résultat est là : l'Allemagne unie est maintenant pleinement souveraine sur ses affaires intérieures et extérieures. Cela a donc été, en peu de mois, un changement considérable.

Les réactions françaises face au phénomène de l'exode des populations ont traduit un intérêt et une sympathie considérables pour ce qui se passait en Allemagne.

L'ouverture du mur, le 9 novembre, a provoqué dans la population française un choc important, amplifié par l'effet médiatique.

Nos amis Allemands ne perçoivent peut-être pas suffisamment le nombre très élevé de manifestations, de débats, de colloques en tous genres organisés à Paris et dans différentes villes de France depuis la fin de l'année sur le problème allemand. C'est là le signe d'un intérêt considérable.

Puis des questions sur le rôle qu'allait jouer désormais cette Allemagne en Europe se sont posées. Il y a eu, il faut le dire, quelques difficultés entre le Président MITTERRAND et le

Chancelier KOHL. Vraisemblablement, tous deux obéissaient à des logiques différentes. La France présidait le Conseil de la C.E.E. au cours du second semestre de l'année dernière ; il y avait donc un souci de préserver le calendrier, la substance de la Communauté et François MITTERRAND a sans doute redouté que la réunification puisse remettre en cause certains engagements.

Du côté allemand, Helmut KOHL était sous la pression très forte de la politique intérieure. Il y a un an, sa situation semblait catastrophique : il perdait toutes les élections et les sondages lui étaient défavorables, d'où la volonté de se maintenir sur le plan de la politique intérieure et de porter moins d'attention à certaines données de politique extérieure.

Pour ma part, je l'ai souvent dit, je n'ai pas l'impression que la position du Président de la République ait visé à freiner le mouvement de la réunification. François MITTERRAND a toujours dit qu'il fallait que la réunification se fasse de façon démocratique et pacifique.

C'est la raison pour laquelle, après les élections du 18 mars, la France a soutenu de manière forte la position de la République Fédérale. Les deux conditions étaient la fixation définitive de la ligne Oder-Neisse et le rappel de la renonciation de la R.F.A. aux armes A.B.C. Dans ce cadre-là, il n'y avait pas de différend franco-allemand.

On a sans doute été bousculé par les événements du côté gouvernemental français, mais les Allemands et les autres pays étrangers l'ont été également.

J'ai été assez surpris de lire parfois dans la presse allemande que la classe politique française -je ne sais pas trop ce qu'on appelle classe politique- avait réagi de manière plutôt mitigée.

En réalité, je n'ai pas tellement eu le sentiment qu'il y ait de discordance ; les principales critiques me semblent surtout être venues du côté communiste.

Les sondages se sont montrés extrêmement favorables à la réunification -en gros deux tiers de l'opinion publique. Naturellement, avec des nuances, ces sondages ont fait ressortir que le rythme de la réunification était un peu trop rapide. L'opinion a compris que la réunification pouvait représenter certaines remises en cause, notamment pour la France, mais qu'elle constituait aussi un très grand intérêt pour l'Europe.

J'ai été quelque peu consterné par le sondage paru dans le Figaro du 1er octobre dernier, mais il nous rappelle à quel point les problèmes du passé restent importants. A la question : "A quel personnage pensez-vous lorsque vous évoquez l'Allemagne ?" -les personnes sondées avaient à choisir entre GOETHE, BECKENBAUER, WAGNER, KOHL et HITLER- HITLER venait toujours en tête avec 48 %, suivi par Helmut KOHL avec 25 %. GOETHE venait très loin avec 4 %. Malgré tout, à la question : "La réunification vous réjouit-elle ?", une majorité de 37 % se dégageait. 32 % étaient indifférents, 27 % inquiets.

Lorsqu'on analyse les réactions de la presse française depuis la fin de l'année -mais cela recouvre aussi les réactions de la presse étrangère- on voit très bien les thèmes d'inquiétude. Bien sûr, il y a les réminiscences historiques -ce qui est normal- de la période entre 1870-1871 et 1945. A cette époque, l'Allemagne a été unie et elle n'a pas laissé que de bons souvenirs à ses voisins.

Le thème de l'inquiétude politique est également présent : que va devenir cette démocratie jusqu'à maintenant relativement stable ? Quelles vont être ses transformations internes ? Y a-t-il un risque de voir réapparaître un nationalisme allemand ?

En 1990, la réunification ne s'est pas faite sur le thème du nationalisme triomphant, mais lorsqu'on voit poindre le nationalisme

dans certains pays d'Europe de l'Est, on est en droit de se demander si cela ne pourrait pas se produire aussi en Allemagne.

L'essentiel des préoccupations vient surtout du secteur économique et social. J'ai retenu deux thèmes dans les réactions françaises, d'une part les inquiétudes concernant les retombées de cette réunification : l'Allemagne va-t-elle réussir à maîtriser ce processus ? Quelles vont être les conséquences en matière de chômage, d'inflation, et d'endettement ? D'autre part, l'inquiétude concernant l'écart de puissance économique entre la France et l'Allemagne qui va s'accroître naturellement. Des questions se posent concernant le rôle dominant de l'économie et de la monnaie allemande en Europe.

Enfin, dernier thème d'inquiétude : le rôle de l'Allemagne unifiée en politique extérieure et dans les relations internationales. La question souvent posée est : l'Allemagne restera-t-elle fidèle à ses engagements au sein de la C.E.E. et de l'Alliance Atlantique ?

Dans l'ensemble, les réactions étrangères répondent assez aux réactions que nous avons eues du côté français. Le poids du passé joue toujours un rôle très important. J'ai pu le constater dans de nombreuses manifestations aux Etats-Unis et au Canada. On voit une certaine ambivalence entre l'espoir et les craintes, l'approbation de la réunification et quelques peurs.

La Grande-Bretagne s'était particulièrement distinguée. Vous vous souvenez des déclarations intempestives de M. RIDLEY, Ministre du Commerce Extérieur, sur l'Allemagne. C'est assez limité, mais la Grande-Bretagne a quand même émis une opinion assez réservée à l'égard de la réunification, bien qu'on trouve des voix assez positives sur ce thème. D'après les sondages, on ne peut pas parler d'un enthousiasme des Britanniques.

Aux Pays-Bas, les mises en garde ont également été assez nombreuses, notamment concernant l'éventuel rôle hégémonique de l'Allemagne sur le plan économique.

Parmi d'autres réactions, celles du Danemark ont été au départ assez négatives, sur les plans économique et militaire. Par la suite, on a vu l'opinion publique tourner, dans la mesure où celle-ci a compris que la réunification pouvait avoir des effets très positifs pour l'Europe.

Les critiques de la Pologne ont été nombreuses. L'inquiétude s'est fait jour également à cause de la ligne Oder-Neisse ; était-elle réelle ou feinte, ce n'est pas facile à savoir. En général, les choses se sont améliorées au cours des derniers mois.

Il faudrait évoquer aussi la position d'Israël. Le poids du génocide pèse énormément sur les relations germano-israéliennes. La communauté juive s'est montrée inquiète, craignant que le IIIème Reich ne soit banalisé. Entre-temps, ces milieux ont été rassurés par les déclarations faites par le Président de la République fédérale. Le Gouvernement israélien a quand même déclaré que la réunification était, pour Israël, surtout un jour de deuil, en raison des souvenirs du passé.

D'autres pays ont eu une réaction positive, comme l'Autriche, l'Italie ou l'Espagne.

Toutes ces réactions sont encourageantes, quand on connaît les préventions d'il y a quelques années contre la réunification. C'est un petit miracle que cette réunification se soit produite avec le soutien, l'accueil et les bons voeux de la plupart des pays voisins et amis de l'Allemagne.

Merci de votre attention.

M. le Président - Merci d'avoir traité les aspects extérieurs et intérieurs du sujet. La parole est à mes collègues.

M. de VILLEPIN - Il semble que le Chancelier KOHL ait mis quelques hésitations à reconnaître la ligne Oder-Neisse. Y a-t-il une opinion publique réticente sur le sujet dans l'Allemagne réunifiée, ou des partis eux-mêmes réticents ?

M. MENUDIER - La position de M. KOHL a été assez claire sur la ligne Oder-Neisse. Il a simplement mis quelque retard à l'expliquer avec la même clarté. Helmut KOHL n'a jamais laissé aucun doute sur le fait que, pour lui, cette ligne était définitive. Celle-ci est reconnue par l'Allemagne fédérale depuis le traité germano-polonais de décembre 1970.

Cela n'a pas été sans douleur ni difficulté, quand on sait ce que représente la perte d'à peu près un quart du territoire national.

M. KOHL a entretenu un flou artistique l'année dernière pour des raisons de politique intérieure dont j'ai parlé.

Lorsqu'il est venu à Paris au mois de janvier, il s'est prononcé très clairement sur la ligne Oder-Neisse ; il a ensuite oublié de le faire, ce qui a provoqué ce malaise. Mais entre-temps, il y a eu des engagements très clairs des deux Etats, et le nouveau Parlement va adopter un traité définitif sur cette question avec la Pologne.

L'opinion publique a accepté la ligne Oder-Neisse depuis déjà un certain temps. Bien sûr, certaines franges de populations ne l'acceptent pas. Des députés de la Démocratie Chrétienne ont même déposé plainte auprès du Tribunal Fédéral Constitutionnel. Celui-ci a renvoyé leur plainte, en disant qu'elle n'était pas recevable. Des milieux d'extrême-droite ne l'acceptent pas non plus, mais ils sont minoritaires.

Je ne pense pas que la ligne Oder-Neisse soit maintenant un très grand problème dans les relations germano-polonaises. Il est possible que quelques tensions puissent apparaître dans certaines localités, mais il me semble que cette question sera complètement réglée.

M. HOFFEL - Parmi les causes internes, vous n'avez pas évoqué le rôle des églises dans les événements de 1989. Quelle est selon vous la réalité passée et actuelle sur ce point ?

M. MENUDIER - C'est un rôle tout à fait essentiel. Je vous ai très brièvement parlé du système communiste en place en R.D.A, entièrement dominé par le Parti Communiste et la Stasi, si bien que les forces de contestation ne pouvaient se déployer. Les contestataires étaient renvoyés à l'Ouest, ou bien partaient, ou on les emprisonnait pour les revendre chèrement à la R.F.A.

L'église a joué un rôle de tampon essentiel entre le système et la population.

Depuis le début des années 1980, l'Eglise a été le lieu de réunion des contestataires. C'est là où est née véritablement la contestation, qui ne pouvait s'exprimer ailleurs.

Le rôle de l'Eglise, surtout protestante, a donc été décisif dans le processus de contestation, dans la prise de conscience des changements possibles.

Le régime de R.D.A. s'était fixé comme objectif de faire disparaître totalement les églises. Je me souviens avoir assisté il y a quelques années à un colloque à Berlin Est où certains responsables du régime montraient avec une certaine joie des courbes indiquant que le pourcentage des baptisés avait baissé, de même que le nombre de personnes fréquentant les services religieux, ainsi que les mariages religieux et les enterrements à l'église. Ces responsables nous disaient : "Autour de l'an 2000, l'influence de l'Eglise aura complètement disparu et à ce moment, nous aurons vaincu les forces réactionnaires". Ce sont elles qui ont finalement permis la transformation de ce régime, à tel point qu'aujourd'hui, dans la politique est-allemande, il y a de nombreux pasteurs. C'est la seule élite politique qui existe pratiquement, car les gens qui auraient pu appartenir à celle-ci sont partis à l'Ouest ou ont désespéré.

Le rôle de l'Eglise est aujourd'hui très difficile. L'Eglise protestante a joué un rôle de pointe ; elle se voit maintenant privée d'un certain nombre de ses meilleurs éléments entrés en politique. Il faut revenir au quotidien, et cela va être extrêmement difficile. Naturellement, les églises vont se vider, comme en R.F.A. et en Europe de l'Ouest.

Malgré tout, je pense que les Eglises continueront à jouer un rôle appréciable dans la vie publique allemande.

M. CABANEL - Au sujet des futures élections du 2 décembre au nouveau Bundestag, la Cour fédérale de Karlsruhe a cassé le dispositif envisagé. Que devient-il, compte tenu de la décision de garantir les partis de l'ex-Allemagne de l'Est ? N'y a-t-il pas là un risque d'émiettement et peut-être d'une absence de majorité ?

M. MENUDIER - Vos inquiétudes sont légitimes. Je pense pouvoir vous rassurer : je ne crois pas qu'il y aura émiettement. C'est surtout un problème technique et non politique de fond qui était posé. Le système électoral reste le même. Dans la première version de la loi, ce système devait s'appliquer à la totalité du territoire allemand réunifié, avec la fameuse clause des 5 % et la possibilité d'alliance entre listes.

La Cour Constitutionnelle, à la demande du parti des "Verts", a cassé ce dispositif en disant qu'il fallait tenir compte de la spécificité de la R.D.A. Il y aura donc deux territoires électoraux avec la loi électorale s'appliquant en R.F.A. et la même qui s'appliquera en R.D.A. L'avantage est de permettre aux petites formations politiques de R.D.A. d'être représentées dans le futur Bundestag, étant donné qu'avec la clause des 5 %, ces petits partis ont davantage de chances d'être représentés sur le territoire de l'ancienne R.D.A. que sur la totalité du territoire fédéral.

En fait, le seul parti à avoir une chance d'entrer dans le nouveau Bundestag sera vraisemblablement le P.D.S., le Parti Communiste Allemand successeur du S.E.D., parti dominant qui a

actuellement autour de 15 % des voix. Les formations conservatrices, comme la D.S.U., ou bien celles d'extrême gauche n'auront pas de chances.

A l'issue des élections régionales qui viennent de se dérouler le 14 octobre, on a pu constater le même phénomène de concentration politique qu'en Allemagne de l'Ouest. Il y a deux grands partis, la Démocratie Chrétienne et les Socio-démocrates, et deux autres petits partis qui suivent, les Libéraux et le P.D.S. Les autres forces sont marginales. On peut penser que le phénomène de concentration va se poursuivre, si bien que le risque d'une dispersion des forces politiques me semble limité.

M. le Président - La parole est à M. de BOISSIEU.

M. Christian de BOISSIEU, professeur à l'Université de Paris I et à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris

Monsieur le Président, Monsieur l'Ambassadeur, Messieurs les Sénateurs, je vais aborder certains aspects économiques, monétaires et financiers de la réunification allemande et porter mon attention sur trois points.

Le premier est relatif aux conséquences de la réunification pour l'économie allemande et pour la croissance européenne. Le second temps de ma démarche sera consacré aux conséquences de la réunification allemande pour le statut international du deutsche mark et pour le financement de l'économie mondiale. Quant au troisième point, il concerne les conséquences de la réunification allemande pour la construction européenne à la fois dans sa forme et son rythme.

Pour ce qui est des conséquences de la réunification pour l'économie allemande et pour la croissance européenne, il faut d'abord partir d'un constat de quelques mois d'expérience. Un certain nombre d'espérances engagées dans le processus de réunification ont été

déçues. Seul le flux migratoire entre les deux parties de l'Allemagne s'est considérablement ralenti.

L'annonce de la réunification a joué un rôle de frein pour celui-ci. Au mois d'avril ou juin, on avait encore un flux migratoire de l'Allemagne de l'Est vers l'Ouest d'environ 600 personnes par jour. Ce chiffre est encore important, puisqu'il représente presque 20.000 personnes par mois, mais il est trois fois moins important qu'au début 1990.

Ce flux n'est pas complètement stoppé, mais il s'est ralenti en attendant la mise en oeuvre de la réunification. Il est clair qu'il pourrait reprendre, dans l'hypothèse où existeraient des disparités entre les deux parties de l'Allemagne, non seulement des écarts de salaires réels, mais également de ces écarts corrigés comme des différences de régime de Sécurité Sociale et autres avantages annexes.

Par contre, quelques mois après le 1er juillet, deux points provoquent une certaine déception : l'économie est-allemande s'est complètement effondrée et n'a pas résisté à l'ouverture. La production industrielle a chuté et ce qui est arrivé était largement attendu : la demande de consommation des Allemands de l'Est s'est portée principalement sur des produits en provenance de l'Allemagne de l'Ouest, pour des raisons d'assortiment et de qualité des biens proposés.

Deuxième volet sur lequel il y a eu déception de l'Allemagne dans son ensemble : on a aujourd'hui le sentiment que le coût financier de la réunification va être beaucoup plus important que prévu.

La plupart des instituts de conjoncture prévoient aujourd'hui que le déficit budgétaire de l'ensemble allemand réunifié atteindra environ 3,5 % du P.N.B. allemand réunifié, alors qu'au départ la situation budgétaire de l'Allemagne de l'Ouest était proche de l'équilibre.

Ceci m'amène à poser un premier problème à propos de l'économie allemande. Si on arrive à ces chiffres relativement importants en termes de déficit budgétaire, cela tient principalement au fait que le capital privé met aujourd'hui du temps à s'investir dans la partie orientale de l'Allemagne.

On comptait au démarrage sur un effort important en termes d'investissements directs et on pensait que certaines entreprises d'Allemagne de l'Ouest, mais également d'autres pays européens, allaient être attirées par les salaires relativement bas de l'ancienne Allemagne de l'Est.

Or, pour des raisons tenant à la fois à des arguments juridiques -comme la grande question de la définition du régime de la propriété privée dans l'ancienne Allemagne de l'Est- et aux incertitudes économiques de celle-ci, l'investissement occidental dans la partie orientale est beaucoup plus faible aujourd'hui que prévu.

Avant le 1er juillet, on comptait à peu près sur "2.000 joint ventures" entre les entreprises est et ouest allemandes, voire d'autres pays européens. Pour l'instant, il faut constater que ces joint ventures n'ont pratiquement pas vu le jour. Aussi, le financement public est-il obligé de prendre le relais d'un financement privé défaillant.

Dans cette situation de politique budgétaire forcément expansive, à travers des opérations dans le budget ou hors budget -le Fonds pour l'unité allemande est hors budget, mais je l'ai intégré dans les estimations du déficit public- des tensions sur les taux d'intérêt allemands vont avoir lieu. La période de "digestion de la réunification" va forcément donner lieu à une politique monétaire vigilante dans les mois et même dans les deux ou trois années qui viennent. Je ne vois pas la Bundesbank lâcher du lest dans le contexte de la crise du Golfe et de ses conséquences potentiellement inflationnistes.

L'autre aspect, dans ce paysage macro-économique de l'Allemagne, concerne les scénarios que l'on peut faire sur l'articulation entre les parties orientale et occidentale de l'Allemagne.

Au fond, deux grands scénarios sont aujourd'hui discutés : un scénario de rééquilibrage régional de l'Allemagne, la partie orientale rattrapant progressivement la partie occidentale, et un scénario de polarisation croissante régionale, appelé dans différentes études un scénario de type "Mezzogiorno", où l'écart entre les deux régions se creuse.

J'avoue être aujourd'hui incapable de vous fournir des probabilités sur ces deux scénarios. On ne possède pas encore véritablement tous les éléments permettant de dire si c'est la thèse du rééquilibrage ou celle de la polarisation qui va l'emporter.

Je pourrais peut-être simplement exposer quelques éléments du débat. De quoi va dépendre la solution prédominante ? A mon avis, principalement des relations entre l'évolution des salaires et la productivité du travail dans l'ancienne Allemagne de l'Est.

Si on est dans un contexte où, du fait des négociations salariales, un rattrapage rapide en termes de salaires réels est-allemands par rapport aux salaires ouest-allemands s'opère, compte tenu des très médiocres performances de productivité en Allemagne orientale -pour ne pas dire plus- il y aura dans l'ancienne Allemagne de l'Est des coûts salariaux corrigés de la productivité du travail élevés qui freineront l'effort d'investissement direct que j'évoquais.

Dans ce scénario, où le rattrapage en termes de salaires est trop rapide, c'est sans doute la thèse de l'écart croissant entre les deux parties qui va prédominer.

Si, par contre, les négociations salariales permettent de déconnecter ce qui se passe en termes salariaux dans les deux composantes de l'Allemagne et laissent la possibilité de dégager également des gains de productivité, ce qui prendra du temps, la partie orientale peut constituer une zone attractive, surtout si un effort d'infrastructures publiques est fait rapidement.

Celui-ci est nécessaire mais non suffisant pour attirer les efforts d'investissements privés. Ce n'est pas parce que l'Etat réuni va décider d'investir dans le domaine des télécommunications, du téléphone et d'autres éléments très importants pour attirer l'activité que, tout d'un coup, les entreprises privées vont s'intéresser à la partie orientale.

Il faut que l'investissement public soit couplé à une bonne configuration de l'évolution des salaires réels et de la productivité. Si on laisse donc un peu de temps à l'ajustement des salaires et la possibilité à la productivité de remonter par rapport aux niveaux actuels extrêmement bas pour la partie orientale, une "fenêtre" s'ouvre peut-être, avec la possibilité de laisser cette région bénéficier d'investissements directs et d'abord de capitaux privés.

Dernier aspect à propos des perspectives macro-économiques allemandes et les conséquences pour l'Europe : au fond, quels que soient les scénarios, à la lumière de ce qui se passe aujourd'hui dans le Golfe, l'Allemagne va néanmoins rester un pôle de croissance dans les trois ou quatre années qui viennent, malgré l'évolution relativement serrée de la politique monétaire que j'envisage.

Les Etats-Unis rentrent sans doute dans une récession modérée, la croissance japonaise reste largement positive, mais se tasse un peu pour atteindre des niveaux -encore très enviables !- de 4 % par an. L'Europe va être un pôle important de croissance dans les trois ou quatre années qui viennent. Alors que l'Allemagne, pendant très longtemps, a freiné la croissance européenne, elle va tirer celle-ci.

C'est un aspect significatif de la nouvelle configuration européenne, et cela reste vrai dans mon esprit quels que soient les scénarios de rééquilibrage ou de polarisation régionale.

La France en bénéficiera, dans la mesure où elle est le premier partenaire commercial de l'Allemagne, et les autres pays également.

Dans ce contexte, le Japon, principal pourvoyeur d'épargne dans le monde d'aujourd'hui -même si cette source va sans doute tendre à se tarir un peu dans les années à venir, compte tenu des perspectives japonaises- va inévitablement voir son épargne de plus en plus attirée vers l'Europe, en termes d'investissements directs ou de portefeuille.

Cela signifie aussi que les Etats-Unis, obligés de continuer à financer des déficits intérieurs très importants en termes budgétaires, mais également extérieurs, vont être obligés de le faire par l'intermédiaire de taux d'intérêt attractifs -c'est-à-dire élevés- dans un contexte où, compte tenu du différentiel de croissance, l'épargne japonaise ira plus spontanément vers l'Europe

Second point : les conséquences de la réunification pour le statut international du deutsche mark et pour le financement de l'économie mondiale.

Le rôle international d'une monnaie reflète le rôle de l'économie sous-jacente. Ce qui a déjà été évoqué sur le rôle et la force de l'économie allemande rentre tout à fait dans mes propos.

Quand on s'intéresse aux conséquences de la réunification allemande sur le statut international du deutsche mark, il faut d'abord bien distinguer le statut d'une monnaie et sa valeur.

On a vu avec le dollar qu'une monnaie peut être internationale et être soumise à des fluctuations très importantes. Ce n'est pas parce qu'une monnaie a un statut international qu'elle est toujours surévaluée et très appréciée par le marché des changes.

Au contraire, c'est parce qu'elle est très internationale qu'elle est exposée à la spéculation sur les marchés et soumise à des mouvements de yoyo, comme on l'a vu pour le dollar.

La thèse que je défends n'est pas très originale : à court terme, la réunification constitue d'une certaine façon une source de fragilité pour l'Allemagne. C'est le problème de la transition, et tout processus de transition fragilise un peu l'économie du pays qui y est exposé.

A moyen et long terme, à une échéance allant au-delà de trois-quatre ans, ce qui se passe devrait potentiellement renforcer le rôle international du deutsche mark. J'ai en tête à ce propos des choses assez précises, comme la place du deutsche mark dans les réserves officielles que constituent les banques centrales. Aujourd'hui, dans les statistiques des grands pays industrialisés, la part du deutsche mark dans les réserves officielles des banques centrales a augmenté au détriment du dollar, et les banques centrales ont 20 % de leurs réserves officielles de change en deutsche mark, alors qu'il y a quelques années elle était de 10 %.

Cette part va augmenter ; celle du deutsche mark dans les opérations financières internationales également, ainsi que sa part de marché dans la facturation et le règlement du commerce international, en particulier européen. Pour l'instant, cette part est relativement modique.

Selon les statistiques du commerce extérieur français, 9 à 10 % de notre commerce extérieur sont aujourd'hui facturés en deutsche mark.

Potentiellement, compte tenu de la réunification et du poids économique de l'Allemagne, ses parts vont augmenter. L'Allemagne réunifiée, c'est aussi la porte ouverte vers les autres pays d'Europe de l'Est. Sous cet angle, il va y avoir dans un certain nombre de pays anciennement socialistes une concurrence qui s'est déjà amorcée entre le dollar et le deutsche mark comme monnaie parallèle.

Le deutsche mark est déjà très implanté en Yougoslavie, pour des raisons évidentes liées au tourisme. Le dollar est très implanté comme monnaie parallèle en Hongrie, Pologne, et U.R.S.S.

Dans ce dernier pays, le deutsche mark mord très peu sur le circuit de l'économie parallèle.

Compte tenu de la situation centrale de l'Allemagne, au sens géographique du terme, le deutsche mark va progressivement voir son rôle et ses parts de marché augmenter dans certains pays d'Europe de l'Est.

Si ce scénario se réalise, cela posera sans doute un problème de concurrence, d'équilibre ou de déséquilibre entre le deutsche mark et le franc français par exemple, en termes de parts de marché et de rôle de ces deux monnaies, peut-être également un problème de concurrence entre le deutsche mark et l'ECU.

Si l'ECU conserve sa définition de panier de monnaie et si cela devait toujours être le cas dans les trois-quatre ans qui viennent -ce que je ne souhaite pas, car il est temps de passer à une autre définition de l'ECU aujourd'hui- celui-ci va être assez mal armé pour lutter contre le deutsche mark.

Les contre-propositions britanniques au plan DELORS défendent la thèse de la concurrence entre les monnaies. Si le D.M. renforcé à moyen terme par la réunification, entre en concurrence avec l'ECU, je ne suis pas persuadé que ce soit l'ECU qui l'emporte. Le deutsche mark a toutes les chances de l'emporter, pour des raisons multiples.

Le financement de l'économie mondiale est le second volet de cette seconde partie.

Le déséquilibre entre épargne et investissement va s'accroître ; des occasions d'investissement vont se présenter à travers la matérialisation du grand marché européen, l'ouverture de l'Europe de l'Ouest, etc.

L'épargne des ménages diminue dans la plupart des pays. Dans ce contexte, l'épargne allemande, exportée vers des pays déficitaires -par exemple les Etats-Unis, mais pas seulement- va par définition rester en partie locale, c'est-à-dire servir à financer une partie du coût de la réunification.

C'est une manière de dire aussi que le déficit de la balance des paiements courants de l'ensemble allemand réunifié va rester très positif, mais va sans doute progressivement se réduire, en tout cas en valeur relative.

Dans ce contexte, où il y a à la fois des besoins de financement très importants du côté de l'économie américaine et de l'ensemble allemand, avec un Japon sans doute plus réticent à exporter son épargne compte tenu des conséquences de la baisse de la Bourse de Tokyo et de l'évolution démographique japonaise, il va y avoir des tensions sur les taux d'intérêt et sans doute un problème d'arbitrage entre le financement de l'Europe de l'Est et celui de l'Europe du Sud.

Que dire sur ces problèmes de conflits éventuels entre l'Est et le Sud ? La souplesse consiste, du côté européen, à augmenter l'offre de capitaux. Tout le débat sur les fonds structurels en Europe est de savoir s'il faut les augmenter et jusqu'à quel niveau.

A côté de l'offre existent des problèmes de demandes de capitaux. Cette situation un peu tendue pour l'Europe du Sud -à quelque chose malheur est bon- va peut-être inciter un certain nombre de pays d'Europe du Sud à accélérer leur transition vers des politiques budgétaires plus raisonnables. Je pense à l'Italie, au Portugal et à la Grèce.

Le dernier point n'est pas le moins important : il s'agit des conséquences de la réunification sur la construction européenne, dans ses formes et dans son rythme.

Quand je raisonne à court terme, j'ai tendance à penser que la situation n'est pas tellement défavorable en ce qui concerne la construction européenne, car si l'Europe a besoin de l'Allemagne, l'inverse est vrai aussi à un horizon de deux-trois ans et peut-être au-delà.

L'Allemagne va connaître une conjoncture un peu délicate, avec des tensions inflationnistes, des problèmes budgétaires, etc.

Dans ce contexte, il me semble que l'Allemagne va être tentée d'utiliser ce que la France a utilisé en 1982-1983, c'est-à-dire l'appartenance au mécanisme de change du S.M.E. comme argument de politique économique intérieure, pour peser sur les négociations salariales. Le mécanisme de change, chez nous, a été la principale justification et le principal instrument de la politique de désindexation des salaires en France.

Cela dit, à plus long terme, comme un certain nombre, je m'interroge sur les conséquences de la réunification sur la réalisation de l'union économique et monétaire.

Aujourd'hui, dans ce débat, deux approches sont possibles. La première est l'approche institutionnaliste du rapport DELORS qui consiste à dire, dans la deuxième ou troisième phase, qu'il faut créer une banque centrale européenne, à laquelle on adosse sinon une monnaie unique, du moins une monnaie commune. Cette approche sous-tend les deux conférences inter-gouvernementales qui s'ouvriront en décembre 1990.

Il y a par ailleurs l'approche décentralisée de l'intégration monétaire par les marchés, qui s'oppose à l'approche institutionnaliste. C'est principalement l'approche britannique de la concurrence entre les monnaies, que l'Allemagne a évoquée récemment en disant qu'il s'agissait au fond du problème de la concurrence non entre les monnaies mais entre les politiques.

Les deux formes de concurrence existent déjà. Dans le contexte financier actuel, les marchés financiers sont concurrentiels et les investisseurs mettent en concurrence les différents actifs dans lesquels ils placent leurs fonds ou libellent leurs opérations.

L'Allemagne a donné le sentiment, fin 1989 et début 1990 de se rallier à la thèse institutionnaliste française et italienne qui est celle privilégiée par le rapport DELORS.

On a peut-être le sentiment que, depuis un mois ou deux, la Bundesbank est un peu en retrait par rapport à cette approche.

Je reste quand même persuadé que le Gouvernement allemand jouera assez largement le jeu des deux conférences inter-gouvernementales de décembre. On risque de passer de conférence en conférence à propos de l'intégration européenne. Je pense qu'il faudrait éviter cela, car il y va de la crédibilité du projet européen. Il faut vraiment que les deux conférences qui démarrent en décembre débouchent en principe en juin ou juillet 1991 sur un calendrier précis.

Si ce n'est pas le cas, ce n'est plus la peine de parler de construction monétaire de l'Europe. Il arrivera un moment où il faudra mettre en harmonie les mots et les actes.

Malgré les réticences que je sens depuis un mois ou deux - en particulier de la banque centrale plus que du côté du Gouvernement allemand- je pense que l'Allemagne jouera le jeu desdites conférences inter-gouvernementales.

Voilà les éléments que je voulais verser au débat.

M. de la MALENE - Si je comprends bien la conclusion de l'orateur, il faut se dépêcher d'avancer vers une unité monétaire pour

enfermer l'Allemagne dans des institutions dont, demain, elle ne voudrait plus -c'est une caricature, bien entendu.

Je m'interroge sur la force de cette "prison". Si l'Allemagne réunifiée, demain, surmonte vraiment les difficultés des dernières années, qu'elle retrouve des taux de croissance et qu'elle soit attirée vers les marchés de l'Est, croit-on vraiment qu'une structure institutionnelle l'empêchera de mener la politique qu'elle souhaite mener ? Je ne crois pas aux prisons de droit par rapport aux forces économiques de fait !

Je ne mets pas en cause la volonté du Gouvernement allemand, mais l'Allemagne fera demain le Gouvernement qu'elle souhaite. Je suis par conséquent un peu inquiet si on me dit que, demain, les forces de l'Allemagne la conduiront à n'être pas contente de ce qu'elle a accepté lorsqu'elle était moins forte.

M. de BOISSIEU - Il faut revenir sur le problème de l'asymétrie et du fonctionnement du S.M.E. Avec la contrainte de la "digestion" des conséquences de la réunification, l'Allemagne est, à court terme, fragilisée sur certains points.

D'une certaine façon, la France en a bénéficié depuis le début de l'année, puisque nous avons pu réduire notre différentiel de taux d'intérêt réel, en tout cas jusqu'au mois de juillet. Depuis les événements du Golfe, les investisseurs étrangers restant sceptiques sur la capacité de la France à gérer les chocs, ce différentiel vis-à-vis de l'Allemagne s'est malheureusement mis à remonter.

Le S.M.E. fonctionne aujourd'hui de manière un peu moins asymétrique. Ce n'est pas l'entrée de la livre sterling dans le mécanisme de change qui nous fait aller vers un monde européen tripolaire, mais la symétrie est renforcée par la fragilité de l'Allemagne, sans doute transitoire, et le fait que la crédibilité de la politique économique française a été grosso-modo renforcée par l'effort de désinflation et les performances économiques globalement satisfaisantes, sauf en ce qui concerne le commerce extérieur.

La position de la Commission de Bruxelles n'est pas évidente à défendre. Celle-ci est la suivante : une fenêtre s'ouvre en Europe, tenant à cette moins grande asymétrie de fonctionnement du S.M.E. Il y a une sorte de rééquilibrage en Europe. "Profitions-en", dit la Commission de Bruxelles pour essayer de faire une Europe monétaire et financière mieux équilibrée.

Personnellement, je ne crois pas à la vertu de l'équilibre ; je ne suis surtout pas persuadé qu'un système européen rééquilibré fonctionne beaucoup mieux qu'un système asymétrique. L'asymétrie est difficile à supporter par ceux qui en sont victimes. et il faudrait pouvoir mettre en place un système de chaises musicales dans lequel ce n'est pas le même pays qui est toujours bénéficiaire de l'asymétrie.

La régularisation d'un système suppose sans doute une certaine hiérarchie des déséquilibres entre les parties et les régions. La thèse de la fenêtre signifie qu'il y a une chance à saisir et si on ne le fait pas dans les deux ou trois ans qui viennent, on va retomber sur une situation beaucoup plus asymétrique. La France sera peut-être alors dans une situation difficile pour négocier son rôle et sa place dans le paysage monétaire et financier européen.

Comme beaucoup autour de cette table, j'ai un sentiment européen je suis un peu énervé en tant qu'analyste par les écarts entre l'appel incessant à l'Europe et une réalité européenne qui n'est pas toujours coopérative.

L'absence de l'Europe sur la scène internationale lors d'événements récents a porté un coup assez important à la crédibilité du projet européen. Je regrette que la C.E.E. ait été très peu présente dans le débat sur les conséquences de la crise du Golfe. L'Union de l'Europe Occidentale a pris, elle, les positions qu'elle pouvait prendre. M. DELORS a été obligé de faire appel au G7 qui a mis deux mois avant de se réunir, fin septembre. Cette défaillance va sans doute être dommageable pour le succès des deux conférences dont je parlais.

M. d'AILLIÈRES - Vous nous avez indiqué que l'Allemagne réunifiée connaîtrait des difficultés économiques, un déficit correspondant à un taux très important au niveau de la

croissance. A votre avis, pour résoudre ses problèmes économiques, l'Allemagne a-t-elle vraiment besoin de l'Europe ou serait-elle au contraire favorisée par une plus grande liberté de moyens sur le plan international ? Autrement dit, la construction de l'Europe sera-t-elle un attrait pour la nouvelle Allemagne ? A-t-elle intérêt à jouer le jeu de l'Europe ou au contraire à s'en passer ?

M. de BOISSIEU - L'Allemagne pourrait partiellement se passer de l'Europe, non pas de ses partenaires commerciaux européens mais de l'approche institutionnelle de l'Europe. L'Allemagne -j'en veux pour preuve le changement d'attitude de la Bundesbank depuis deux mois- flirte avec la position britannique, l'idée étant de dire : Ce qui est important, c'est de libéraliser les marchés, de les ouvrir. On n'a pas besoin de compléter cela par une coordination importante.

D'un autre côté, l'Allemagne se rend bien compte qu'elle a aussi intérêt, même du point de vue économique, à jouer le jeu du grand marché et à avoir une certaine stabilité financière. Si on fait le grand marché européen sans coordination des politiques monétaires en Europe, on va s'installer dans une zone européenne relativement instable.

L'Allemagne est comme les autres : elle n'aime pas beaucoup l'instabilité financière et les conséquences que cela peut avoir sur sa situation intérieure.

Par certains côtés, un certain nombre de responsables allemands jouent assez loyalement le jeu de la contrepartie monétaire de la libéralisation financière, mais en posant des conditions très strictes.

Aujourd'hui en Europe, il y a un vrai débat sur la coordination des politiques budgétaires et fiscales. Dans un espace financièrement intégré, faut-il les coordonner, et si oui, jusqu'à quel degré ? Pour ce débat, qui n'est réglé nulle part aujourd'hui et qui sera en toile de fond des conférences que j'évoquais tout à l'heure, l'Allemagne dit : Nous voulons bien jouer le jeu d'une coordination budgétaire et fiscale, à condition qu'elle prenne la forme de règles

strictes ; on plafonne les déficits publics et on interdit qu'ils soient d'une manière ou d'une autre financés par des moyens monétaires.

Le vrai débat est également dans le fait qu'un pays de tradition aussi libérale que l'Allemagne aujourd'hui accepte de jouer le jeu de l'intégration européenne, à condition que la Banque Centrale Européenne soit indépendante et si possible calquée sur le modèle de fonctionnement de la Bundesbank, traditionnellement indépendante, mais qui ne l'a quand même pas été tout à fait en 1990.

En posant ses conditions, l'Allemagne rend la constitution de l'Europe plus difficile, parce que ses positions ne sont pas toujours faciles à accepter pour les autres, et en même temps, elle se donne une sorte de garde-fou.

M. GUILLAUME - Le débat que nous avons est très localisé en Europe ; l'Allemagne joue un rôle à travers le monde, d'après ce que j'entends partout. Nous savons qu'il y aura trois pôles importants d'économie : il s'agit des Etats-Unis, de l'Europe et du Japon. L'Allemagne et l'Europe devront jouer le rôle numéro un, ce qui est possible. Tous les responsables économiques en sont conscients.

N'oublions pas non plus l'aspect commercial : l'Europe est le client numéro un de l'Allemagne. Que ce soit la petite ou la grande Allemagne, ce sera toujours la même chose.

Une question me préoccupe : on diminue en Allemagne les dépenses militaires sous certains aspects ; on va faire un effort vers l'Europe de l'Est, mais j'ai l'impression qu'on fait de moins en moins d'efforts à propos du problème Nord-Sud, dans lequel la France est engagée de façon importante.

J'ai personnellement peur qu'on nous lâche. Nous n'avons pas beaucoup de moyens. J'ai l'impression qu'il y a un a priori négatif de la part de l'Allemagne. Partagez-vous cet avis ?

M. le Président - J'hésitais à vous poser la même question, car elle déborde de notre entretien de ce jour, mais c'est aussi mon souci.

La France, dans cette nouvelle Europe différente de celle où nous avons vécu depuis la dernière guerre, va avoir un rôle renforcé d'investissements, en Allemagne et un peu partout, y compris en Union Soviétique, qui nous sollicite comme elle le fait pour les autres nations disposant de capitaux.

Or, la France fait un effort que nous mesurons chaque année au moment de la discussion du budget en faveur des investissements en Afrique -Maghreb et Afrique Noire.

Ma question vous paraît-elle chimérique ou réelle ? Si elle était réelle, cela mériterait peut-être un jour tout un débat : la France va-t-elle pouvoir continuer à faire les deux ou faudra-t-il faire un choix ? Vous mesurez bien, mes chers collègues, que s'il se présentait, il serait lourd de conséquences à tous les plans, économique, monétaire et politique.

M. MONT - Quelles décisions prendra l'Allemagne en matière d'union économique et monétaire européenne (UEM) ? Vous disiez il y a un instant qu'elle n'est pas tout à fait opposée aux choix britanniques. C'est vrai. Lorsque le Gouvernement fédéral ou la Bundesbank parlent d'union monétaire, il est question de l'accompagner de disciplines, fiscales et budgétaires entre autres, qui donnent matière à réflexion. . . Au contraire des positions qu'exprime **M. GENSCHER**, qui, lui, se prononce pour une union monétaire rapide.

En réalité, je crois que la décision allemande dépendra pour une bonne part de l'attitude des partenaires européens. Les dernières propositions espagnoles à cet égard ne peuvent laisser indifférent. Le Gouvernement espagnol vient en effet de se rallier aux positions britanniques, ce qui ne saurait manquer de retentir sur la ferveur de l'adhésion des autres pays à l'UEM.

Quel est donc votre sentiment sur l'attitude de nos partenaires européens face à l'établissement de l'UEM ?

M. de BOISSIEU - Un mot pour commencer sur l'attitude espagnole : les espagnols eux-mêmes ont reconnu qu'ils ont changé par rapport à ce qu'ils avaient dit à Rome en septembre. Il y a certainement un jeu stratégique entre partenaires. Mis au pied du mur, certains pays se rendent compte des abandons de souveraineté qui ne leur apparaissaient auparavant que très lointains. Même des pays comme l'Italie ou la France ont quelques difficultés à effectuer le "saut" structurel et institutionnel nécessaire, dès lors qu'ils sont ainsi mis au pied du mur. On peut percevoir deux jeux stratégiques différents : premièrement, se pose la question des relations intra-allemandes entre Gouvernement et banque centrale. Pour la Bundesbank, il faut d'abord réduire les écarts économiques entre pays à un niveau considéré comme compatible avec l'UEM. C'est le thème de la convergence économique. Notez que l'argument peut aisément être retourné. On peut en effet soutenir que la construction de l'UEM créerait un point d'ancrage à partir duquel la convergence pourrait se réaliser. Cette condition de convergence empêche l'adoption d'un calendrier très précis et surtout très rapproché. Deuxièmement, il y a le jeu entre l'Allemagne et ses partenaires. Je considère qu'aujourd'hui, le point de non-retour, le seuil d'irréversibilité dans la construction de l'UEM n'est pas encore atteint.

M. Alain MINC, Vice-Président de CERUS

La situation que nous vivons est un défi à l'intelligence. Nous sortons en effet de l'univers de la simplicité, dans lequel nous avons vécu pendant une quarantaine d'années, pour entrer dans celui de la complexité. Le premier se caractérisait par des équilibres stratégiques, militaires et économiques superposés : nous pouvions vivre avec l'idée de la construction d'une sorte de super état à l'ouest du rideau de fer qui correspondait à nos aspirations économiques, politiques et stratégiques. Le second, qui défie notre capacité à le penser, est plus proche de celui d'avant le second conflit mondial : les équilibres superposés se dissocient. C'est la fin du rêve communautaire que nous avons élaboré.

Je ne m'étendrai guère sur les équilibres économiques qui ont été largement évoqués par Christian de BOISSIEU. Je les envisagerai donc dans leur dimension politique.

Partons d'un constat : l'Allemagne est la puissance centrale en Europe. C'est la seule économie de rang mondial sur notre continent. Les autres, nous compris, ne sont que des économies de rang régional. Or il est évident qu'une puissance mondiale n'a pas la même vision de l'équilibre européen qu'une puissance régionale. Cette vision ne recoupe pas les discours gouvernementaux allemands qui sont très pro-communautaires. La réalité des forces économiques, industrielles et bancaires est différente.

Sans vouloir faire du marxisme "primaire", je ne suis pas certain que le pouvoir politique allemand ait un poids suffisant pour imposer sa vision aux acteurs économiques. Pour ces derniers, la communauté est une zone de libre-échange renforcé : le marché européen est un marche-pied vers le marché mondial. Un espace économique européen suppose deux conditions : premièrement une protection aux frontières, qui n'existe pas et qui n'existera pas en raison des réticences allemande et britannique -on voit dans l'automobile que la Grande-Bretagne est un "porte-avions" du Japon. Deuxièmement, un espace économique homogène suppose une monnaie unique, or il existe une différence entre monnaie unique et SME : dans le premier cas, l'ajustement est payé par le faible et le fort, dans le second cas par le faible seul. On l'a bien vu dans le cas de la France en 1983 : dans le cadre du SME tel qu'il existe actuellement, l'ajustement est toujours payé par le faible. Dans le cas de l'unification de l'Allemagne, la monnaie unique a été payée par des transferts massifs de l'Ouest vers l'Est. La monnaie unique suppose le partage des coûts entre le fort et le faible. C'est-à-dire que l'Allemagne et la France doivent payer le développement du Mezzogiorno et du Portugal. Or nous devons nous faire à l'idée que nous vivons avec à l'Est de la ligne Oder-Neisse, 200 millions d'habitants dans un état de sous-développement comparable à celui de l'Amérique latine. Pour l'Allemagne actuellement, l'UEM, qui fonctionne comme une zone Mark, est suffisant pour accéder au marché mondial. Il n'est pas question pour elle de souscrire à la vision que Jean MONNET avait de l'Europe unie, et qui n'était finalement autre chose qu'une réponse intelligente au stalinisme.

J'en viens à la discussion politique.

Premier point : le débat petite Europe-grande Europe. Les journalistes français n'ont pas compris le discours qu'a prononcé le chancelier KOHL sur les Etats-Unis d'Europe devant l'Université de Harvard. Ils n'ont pas vu qu'il évoquait une Europe à 20 ou 25 Etats. C'est tout autre chose qu'une Europe à douze. Cette dernière devient périmée dès lors que le stalinisme ne nous inquiète plus. Est-ce que cette Europe à 25 est la même que la confédération européenne, sorte de SDN européenne, qu'appelle de ses vœux le président de la République ? Il y a là un vrai débat.

Deuxième point : nous allons connaître de sérieux problèmes de maintien de l'ordre en Europe. Les intérêts des grandes puissances européennes que sont par exemple l'Allemagne et la France sont identiques face à ces risques, localisés dans les Balkans, à la frontière de la Roumanie et de la Hongrie, dans la montée du populisme, etc... Il convient donc de s'y préparer. Mesure-t-on l'absurdité de demander à un pays comme la Pologne de devenir une démocratie en 15 jours, alors qu'il y faudrait au moins 15 ans ! Ces pays ne peuvent compenser la baisse de leur pouvoir d'achat provoquée plus par la convertibilité de leur monnaie que par une hausse de leurs exportations, or ils n'ont pas de secteur exportateur. Une véritable spirale de la désespérance les guette. Les pulsions nationalistes, la recrudescence de l'antisémitisme dans des pays où il n'y a plus de Juifs !- vont ébranler ces sociétés fragiles. Pour faire face à ces problèmes de maintien de l'ordre, il faut organiser une confédération minimale qui puisse assurer la sécurité. Cette "SDN" européenne n'a rien à voir le "rêve" communautaire.

Troisième point : l'espace européen lui-même n'est pas homogène. Dans les années qui viennent, les Français découvriront que notre **Mitteleuropa** à nous, c'est l'Europe du Sud. Et elle est autrement plus attirante. On peut volontiers troquer le développement de l'Andalousie contre celui de la Moldavie. Ces régions jouissent d'un tel dynamisme potentiel qu'il faut en être conscient, ne serait-ce qu'en raison de la modification des flux d'immigration qui est en train de se dessiner. L'Europe est en train de devenir une vaste zone d'immigration interne, de l'Est vers l'Ouest, comparable à ce qui se passe entre le Mexique et les Etats-Unis. C'est dans l'ordre des choses. L'Allemagne est un pôle d'attraction important de ces migrations. Or les pays d'Europe du Sud n'ont pas de législation sur l'immigration. La position de la France lui confère une sorte de capacité d'influence dont elle doit user. Mais il faudra pour

cela sortir de la conception hexagonale et irréaliste que l'on se fait ici de ce problème.

Nous devons avoir une politique volontariste vis-à-vis de ces pays d'Europe du Sud. Or force est de reconnaître que nos diplomates traitent encore Madrid et Rome comme des capitales de pays sous-développés. C'est pourtant notre **Mitteleuropa**.

Reste l'équilibre de sécurité en Europe. Nous passons d'un monde sans risques où existe une menace à un monde sans menace mais plein de risques. J'en veux pour preuve le problème posé par le "trou noir" russe -car il faut parler de Russie aujourd'hui et plus de cette fiction dépassée que l'on nomme URSS. Il faut se rendre compte que GORBATCHEV est le meilleur dirigeant que nous puissions souhaiter en Russie. Au pire, pour nous, la Russie pourrait être dirigée par une sorte de Saddam HUSSEIN slavophile. Entre ces deux extrêmes s'étend le spectre politique possible en Russie. Le seul pouvoir qui reste aujourd'hui en Russie est le pouvoir nucléaire, parce qu'il est techniquement centralisé. C'est la dernière parcelle de pouvoir central qui reste sur ce vaste territoire en plein désordre.

Or nous avons fait payer à l'Allemagne son unité par sa démilitarisation et sa dénucléarisation. La démilitarisation était le prix demandé par les Russes. C'était logique, dans le cadre d'un processus de désarmement. Mais il faut être conscient qu'à l'avenir le problème de la sécurité allemande se posera, et ce sera à l'Est et non à l'Ouest. Quelles sont les solutions possibles ? Autant dire tout de suite que l'on est dans la plus mauvaise aujourd'hui. Première voie possible : la réaffirmation de la protection américaine. KISSINGER nous avait prévenu en 1979 que la garantie américaine ultime n'existe pas. C'était clair et net.

La garantie française ? Nous n'avons pas été capables de la donner au bon moment. Elle suppose non seulement une garantie nucléaire, mais aussi l'intégration des forces conventionnelles.

Troisième voie possible : l'Allemagne assure elle-même sa défense, par ses propres moyens. Loin de toute germanophobie, il faut alors faire suffisamment confiance à la dynamique de la démocratie

allemande pour la laisser recouvrer sa pleine souveraineté, économique, politique et aussi militaire. Or les Allemands eux-mêmes ne le souhaitent pas. L'Allemagne préfère assurer sa sécurité en donnant des gages à la Russie par une politique de bon voisinage, dont les rendements seront très rapidement décroissants : elle paiera de plus en plus cher une sécurité de plus en plus fragile. Or les risques potentiels à l'Est sont tels qu'une politique de bon voisinage ne suffira pas à y répondre. A un moment donné, nous devons apporter une réponse à cette question cruciale : sommes-nous prêts à faire le saut politique majeur qui rouvrira le dossier de la défense européenne. Je suis navré de l'arthritisme de la pensée politique à cet égard. Elle n'est pas encore sortie du frigidaire ! La grande Europe est en mouvement, les espaces s'ouvrent, l'économie ne saurait être le seul moyen de construire cette Europe. La seule réponse doit être politique et stratégique. Permettez-moi de vous dire -dans cette enceinte !- qu'en comparaison de cet enjeu, les débats actuels pour savoir si le Parlement de Strasbourg doit obtenir ou non un zeste de pouvoir en plus ou en moins est tout bonnement dérisoire. C'est hors sujet. Le vrai problème, c'est la sécurité.

Nous sommes, nous français, à l'abri de notre parapluie nucléaire, dans notre isolement. Et la situation de l'Allemagne est à terme intenable. Deux solutions se présentent : la première et la meilleure est de redonner à l'Allemagne une identité complète en matière de défense nucléaire. La seconde est de parvenir à une profonde intégration militaire avec elle.

Tel est aujourd'hui l'enjeu. On ne peut plus dissocier les problèmes politiques, militaires et stratégiques.

Face aux modifications de l'espace européen, la réponse communautaire classique n'est qu'un gaz pauvre, elle est insuffisante. La polarisation du débat européen sur l'enjeu monétaire est le pire moyen de laisser avancer l'histoire sans nous.

M. LECANUET, président de la commission - Votre exposé a galvanisé notre attention à tous. Il est vrai que l'espace européen se modifie en profondeur sous nos yeux. Je pense quant à moi que la France aurait dû au moins offrir une garantie nucléaire à l'Allemagne. C'est une thèse que nous avons défendu il y a quelques années, mais que d'aucuns jugèrent scandaleuse parce qu'elle

ébranlait la théorie du sanctuaire hexagonal. La question de la défense européenne est primordiale, et nous y reviendrons sans doute dans les questions qui suivront l'exposé de M. de MONTBRIAL.

M. de MONTBRIAL, Directeur de l'IFRI

Je me sens proche de beaucoup de ce que Alain MINC vient de vous exposer, même si je n'aboutis pas dans tous les cas aux mêmes conclusions. Mais pour l'essentiel sa pensée très stimulante provoque un "remue-méninges" indispensable. Je m'attacherai pour ma part à la problématique de la réunification.

Je commencerai par une observation : le "tremblement de terre" induit par la chute du mur en 1989 a fortement secoué les analystes et c'est normal. Aussi faut-il aborder la question de ses conséquences avec quelque humilité.

La réunification allemande s'est faite de manière exemplaire. L'Allemagne est aujourd'hui une grande démocratie et à certains égards l'une des plus exemplaires du monde. Elle n'est pas en proie au nationalisme, bien au contraire. Imaginez quelles conséquences aurait eu un tel événement en France s'il s'y était produit. Il est remarquable et de très bonne augure qu'il n'y ait eu aucune poussée de nationalisme. Nous éviterons donc de graves erreurs d'analyse si nous reconnaissons que le processus de réunification s'est engagé de la meilleure façon possible.

Comment se présente l'avenir sur le plan politique ? Trois questions pourraient se poser : celle des frontières, essentiellement sur la ligne Oder-Neisse ; celle des armements, en particulier nucléaires ; et les rapports entre l'Allemagne et l'URSS. Après un certain flottement la première question a été réglée. L'Allemagne unie a simplement réuni les deux Allemagnes. La frontière Oder-Neisse a été officiellement reconnue. Est-ce à dire que ce problème a définitivement trouvé sa solution ? En principe, oui. Sur la question des armements nucléaires, j'ai bien entendu Alain MINC mais je relève qu'en principe la décision a été prise par l'Allemagne elle-même : elle a souverainement décidé de ne jamais y recourir. Certes, mais cette renonciation aux armes nucléaires n'est guère viable à

long terme ou tout du moins elle ne le sera que si le problème de la sécurité européenne est résolu de manière satisfaisante. A l'évidence il ne l'est pas aujourd'hui. Si une autre solution militaire crédible et satisfaisante n'est pas trouvée, la question de l'arme nucléaire se posera à nouveau pour l'Allemagne. Or peut dire comme vient de le faire Alain MINC que c'est inéluctable. On peut aussi dire que c'est souhaitable ou pas, en raison du bouleversement du paysage politique européen qui s'ensuivrait. Toujours est-il qu'on ne peut pas ne pas poser, pour l'avenir, la question. Selon moi la même question se pose aussi pour le Japon, même si elle touche moins directement les armes nucléaires, et si elle trouble potentiellement les pays d'Asie comme les Etats-Unis.

Le dilemme existe donc. Point n'est besoin de pratiquer la politique de l'autruche : la question nucléaire n'est résolue que provisoirement.

Troisième question : les rapports avec l'URSS. Un ami polonais me dit un jour : "il y a deux solutions très graves pour la Pologne et les Polonais, quand les Allemands et les Russes s'entendent très mal et quand ils s'entendent trop bien." Si la question des relations germano-soviétiques est ouverte, il ne faut certainement pas confondre l'entrevue KOHL-GORBATCHEV du 16 juillet dernier avec un quelconque Rapallo. Il convient néanmoins de suivre l'évolution de ces relations de très près. J'étais en URSS il y a une dizaine de jours et j'y ai rencontré l'un des plus hauts personnages du régime actuel. A ma grande surprise, il a explicitement mentionné Rapallo dans la conversation que nous avons eue. Il m'a dit en substance : "nous avons fait un nouveau Rapallo et nous avons dû le faire parce que vous nous avez laissé tomber". Certes il y avait de sa part une intention bien précise. Il savait parfaitement ce que ces mots avaient de terrible pour un français. Mais si les relations actuelles entre l'Allemagne et la Russie sont un non-problème et ne peuvent en aucun cas être comparées au passé, leur devenir deviendra, dans le futur, un vrai problème.

Ces trois questions sont actuellement résolues. Mais le resteront-elles à l'avenir ? Si nous voulons qu'elles connaissent, dans les 10, 20 ou 30 ans qui viennent -qui eût prédit la chute du mur de Berlin il y a seulement deux ans ?- une évolution favorable, il faut consolider la prospérité matérielle et la sécurité, au sens large, en Europe. Et pour ce faire, il ne faut pas partir d'une vision angélique des problèmes, sinon plus dure sera la chute . . . Si nous voulons

conserver les acquis extraordinaires de quarante années de construction européenne et d'alliance atlantique, il ne faut pas, comme nous l'a fortement rappelé Alain MINC, penser l'avenir par rapport au passé, mais avoir une vision claire des risques qui sont devant nous pour mieux les éviter.

Quel est, dans cette perspective, l'avenir de la construction européenne ? Question presque aussi difficile que de savoir si dans les semaines ou les mois qui viennent nous entrerons en guerre avec l'Irak et si oui quelle sera l'issue du conflit ! Le dilemme est celui-ci : comment ne pas rester limité à douze sans se diluer en s'élargissant ? Alain MINC a posé cette vraie question à propos du discours du chancelier KOHL sur les Etats-Unis d'Europe. La communauté ne peut plus rester limitée à douze. Au nom de quoi refuser l'entrée de l'Autriche ? Jusqu'à il y a deux ans environ, sa neutralité posait problème. Mais aujourd'hui ? A court terme il est facile d'attendre l'échéance de 1993. Mais à plus long terme ? On ne pourra plus indéfiniment opposer à l'Autriche une fin de non-recevoir. Et dire oui à l'Autriche, c'est ipso facto susciter l'adhésion de tous les pays membres de l'AELE. La Suisse elle-même se refuse à rejoindre la communauté pour des raisons qui lui sont propres mais qui ne seront sans doute pas éternelles. Se pose également le problème de la Turquie. On a commis une erreur grave en 1960 en s'engageant à la faire entrer dans la communauté. On n'a pas su lui dire non. Etant donné l'importance de la Turquie pour la sécurité européenne -qui éclate à l'occasion de la crise Irak-Koweït-, la question est délicate. Quant à l'Europe de l'Est, tous ceux qui s'y sont rendus récemment ont été frappés par le fait que la CEE y est la seule et unique référence. Nous ne pourrions donc que les décevoir ou bien accepter prématurément une adhésion de ces pays dont nous savons qu'actuellement elle n'a pas de sens. Ma réponse personnelle est qu'il faut leur laisser un espoir. La communauté européenne n'a finalement d'autres limites géographiques que celles de l'Europe historique. Les critères d'intégration ne sont pas seulement économiques, ils sont aussi politiques, comme l'adhésion de l'Espagne et du Portugal l'a prouvé. Avant d'intégrer les pays à la communauté, il faut donc que la démocratie y fasse de réels et profonds progrès.

En attendant, il n'existe pas d'autre solution que celle de M. DELORS, c'est-à-dire une sorte d'accord de super-association, sans engagement sur des dates précises. La voie est étroite. Entre temps, les problèmes qu'Alain MINC a évoqués peuvent faire ressurgir les vieux démons.

L'Allemagne est indubitablement appelée à jouer un rôle essentiel dans ce processus. Elle devra dès lors jouer la carte de la symbiose maximale avec ses partenaires et en particulier avec la France.

Les relations franco-allemandes sont d'une importance cruciale à cet égard, même si les autres pays ne doivent pas être négligés. Il est vrai que nous autres français avons un peu trop tendance à traiter des pays comme l'Italie ou l'Espagne comme sous-développés. La dimension franco-allemande de la sécurité devra faire l'objet de toute notre attention. C'est à nous Français, par des actes symboliques et forts, d'esquisser les premiers pas de cette démarche. Il faudrait non une brigade mais une division, -à défaut d'un corps d'armée- franco-allemande, qui serait déployée sur nos deux territoires et dotée d'une grande mobilité. C'est dire qu'il faut proposer aux Allemands de stationner des troupes allemandes sur notre sol. Je ne critique pas la décision du Président de la République de retirer progressivement les troupes françaises d'Allemagne. C'est une marque de respect vis-à-vis de l'Allemagne. Encore eût-il fallu, pour être cohérent, proposer aux Allemands quelque chose de nouveau, par exemple la constitution, à parité avec eux, de ce type d'unité très mobile, capable d'intervenir rapidement et efficacement partout où ce serait nécessaire. Pour que l'Allemagne puisse jouer ce rôle indispensable au développement de la coopération franco-allemande, il serait nécessaire, ainsi que le chancelier l'a plusieurs fois reconnu, de modifier la constitution allemande.

Je pense qu'ainsi, à terme, l'UEO devra s'intégrer dans la future communauté. L'article clé du traité de Bruxelles est l'article 5, selon lequel une agression contre l'un des membres est considérée comme une agression contre tous les membres. Qu'est-ce qu'une communauté sans cette solidarité minimale ? Il faut une vision téléonomique claire et précise, sans faire de procès d'intention à l'Allemagne. L'avenir sera ce que nous le ferons. Soyons lucide, à l'image de l'ancien chancelier SCHMIDT, qui avait pleinement conscience des risques à éviter.

J'en viens aux aspects économiques ou économique-politiques de la réunification. L'Allemagne unifiée représente-t-elle, par son poids économique, un danger pour la France ? La réponse est

claire : non. Les chiffres sont connus : la progression du PNB induite par l'unification sera à court terme d'environ 7 %. A plus long terme, le processus d'égalisation entre les deux parties du pays se réalisera et l'Allemagne bénéficiera de plus d'un tiers de population en plus et de moins d'un tiers de PNB en plus. S'il est vrai que le trend démographique allemand, comparé à celui de la France, est défavorable, si l'on se réfère à la natalité et à la fécondité actuelle, les flux d'immigration intra-européens vont changer ces données. A nous de faire en sorte d'attirer les "meilleurs" migrants, notamment par notre système de formation professionnelle, afin d'éviter que l'Allemagne absorbe à terme la main d'oeuvre la plus qualifiée.

En conclusion, et en dépit d'autres difficultés que je n'ai pas abordées, l'avenir se jouera sur deux idées centrales : en premier lieu, même si la communauté européenne ne peut plus être ce qu'elle était avant, le dessein de Jean MONNET reste quelque chose d'important et de durable, par son legs d'intégration, de dimension économique, de coopération politique qu'il nous faudra adapter et préserver ; en second lieu, les relations franco-allemandes sont encore plus importantes que par le passé. Il y a là un effort à faire qui ne nous laisse aucune alternative.

Enfin il faudra songer à combler sérieusement la lacune militaire de notre coopération.

M. BAYLE - A la suite de l'évocation, par nos deux brillants intervenants, des problèmes de sécurité et de défense, je tiens à m'élever contre l'"europessimisme" qui s'est manifesté lors de la crise du Golfe. Soyons lucides : il n'y a eu aucun faux pas, contrairement à ce qu'on a pu entendre ici ou là, dans la gestion européenne de cette crise. La coopération entre les ministères des affaires étrangères a très bien fonctionné. L'Europe ne pouvait faire davantage. Le rôle de l'Allemagne a été injustement mis en cause à cette occasion. On a ironisé sur sa non-intervention militaire, mais on sait bien qu'il ne lui était constitutionnellement pas possible d'intervenir.

La communauté européenne a été présente. Il est vrai que nous aurions préféré un dispositif militaire européen autonome, sous tutelle onusienne. Mais imagine-t-on ce qui se serait passé si chaque chef d'Etat avait négocié individuellement avec Bagdad le sort de ses otages ?

La proposition de M. de MONTBRIAL de créer une unité opérationnelle franco-allemande est intéressante. J'y vois cependant un obstacle d'ordre chronologique : le retrait des troupes françaises est en effet déjà entamé. D'où ma question : considérez-vous que la constitution d'un axe de défense franco-allemand, par une telle unité n'est qu'une étape dans la construction d'une défense européenne ou bien une fin en soi ?

M. JUNG, président du groupe d'amitié France-RFA-
J'ai été très impressionné par l'analyse de M. MINC. Une question me préoccupe. J'ai suivi les débats qui ont eu lieu en Allemagne de l'Est à ce sujet. Les migrations des européens de l'Est, -polonais, roumains et autres- pourraient se transformer en mouvements massifs et dangereux de population. Ce n'est pas une utopie. Voyez l'Ukraine : après quarante ans de communisme, les gens en ont assez et brûlent d'envie d'aller refaire leur vie en France, ou plus encore en Allemagne. Pensez-vous qu'il y a un danger ?

M. ALDUY - Je suis reconnaissant à M. MINC d'avoir évoqué l'Europe du Sud : pour une fois que l'on en entend parler ! Des régions comme l'Andalousie, le Piémont, des villes comme Toulon et Marseille, le pourtour de la Méditerranée en général sont pleinement conscients de leur dessein commun. Leurs relations économiques et commerciales se développent. Une région française comme le Languedoc-Roussillon fait ce qu'elle peut pour multiplier les contacts mais sans l'Etat, nous ne pouvons pas faire grand chose. Or l'Etat ne fait rien : toujours pas de réponse sur les projets de TGV Paris-Barcelone et Paris-Madrid de la SNCF par exemple. La création d'une structure régionale intégrant l'Europe du Sud rééquilibrerait le continent face à son pôle nordique et me semble tout à fait nécessaire.

M. de VILLEPIN - Merci à MM. MINC et de MONTBRIAL d'avoir abordé les problèmes de sécurité. Je crois que nous prenons le problème par le mauvais sens. Deux exemples : tout d'abord, le retrait des troupes françaises d'Allemagne. Je ne partage pas tout à fait votre avis. Je crois que les allemands souhaitaient notre départ. Mais je pense aussi qu'ils ne comprennent pas pourquoi nous partons d'une façon si précipitée. Nous nous privons d'une possibilité importante d'intégration et de contact entre nos deux pays.

Ensuite la décision de limiter nos forces nucléaires à deux composantes seulement m'inquiète beaucoup. Je crois qu'il faudrait continuer la recherche et le développement des systèmes S4 si nous voulons demeurer crédibles et efficaces.

M. d'AILLIERES, vice-président de la commission - Une question complémentaire pour M. l'ambassadeur : que pense-t-il de ce problème de la sécurité franco-allemande ?

M. BETTENCOURT - Je me demande si l'opinion publique française serait plus favorable à l'implantation de troupes allemandes en France qu'elle ne l'avait été au stationnement de troupes américaines.

M. LECANUET, président de la commission - Il faudrait connaître l'état actuel de l'opinion.

M. BOHL - L'opinion allemande admettrait-elle la "nucléarisation" de l'Allemagne ? Peut-être M. l'ambassadeur pourrait-il nous éclairer à ce sujet. J'ai le sentiment, à regarder comme je le fais quotidiennement les émissions de l'ARD ou de ZDF que ce n'est pas le cas.

M. LECANUET, président de la commission - Encore un ambassadeur représente-t-il moins l'opinion de la population de son pays que celle du Gouvernement qui l'envoie.

M. Alain MINC - Je vais essayer d'apporter quelques éléments de réponse dans le désordre. Sur la relative faiblesse de la CEE sur la question du Koweït, elle est selon moi due à la *Weltanschauung* vénitienne de M. de MICHELIS, ministre des affaires étrangères italien. Pour lui le monde se compose de trois cercles, dont la communauté n'est que l'un de ces cercles parmi d'autres, à savoir la communauté atlantique et le pourtour méditerranéen. Une présidence plus "classique" de la CEE aurait

certainement agi différemment. J'ajoute que M. de MICHELIS, comme LAWRENCE, a le grand tort de croire qu'il existe une "nation" arabe.

S'agissant des migrations, oui, les flux seront très importants. Nous risquons donc d'absorber les "moins bons" migrants, c'est-à-dire, pour être clair, ceux du Sud, et l'Allemagne les "meilleurs". Ce sera l'un des problèmes majeurs des vingt années qui viennent. Pour le traiter, il faudra sortir de l'aspect passionnel et irréel que lui confère le débat politique français.

Sur l'Europe du Sud, il semble en effet, et je le déplore, qu'il n'y a pas de politique gouvernementale cohérente en direction de cette zone. Il faudrait par exemple tenir avec ces pays des sommets multilatéraux et non strictement bilatéraux, par exemple un sommet France-Espagne-Italie-Portugal. Ce dernier pays est certes petit mais très francophile. Nous pouvons coopérer avec ces pays en matière d'immigration, de sécurité, de développement de la façade méditerranéenne. Or je constate comme vous que nous ne le faisons apparemment pas.

Quant à l'opinion publique française, il est clair qu'elle est loin d'être prête à recevoir des troupes allemandes. Mais le rôle des hommes de Gouvernement n'est pas de suivre leur opinion publique en toutes circonstances. S'il est des rares cas où l'homme d'Etat doit peser sur son opinion publique, c'est bien celui-là !

M. de MONTBRIAL - Sur le plan militaire, je n'aurais certainement pas recommandé, si j'avais été consulté, de retirer nos troupes d'Allemagne. J'aurais proposé de discuter avec les allemands du cadre de notre future coopération et du principe d'une force mixte, déployée de part et d'autre de notre frontière.

Je crois qu'il aurait fallu discuter de l'abandon des S4 avec les Allemands, tout en gardant notre pleine souveraineté. Dans l'Europe de demain, il y aura certainement une place pour un vecteur mobile et de portée adéquate. Il convenait donc de ne pas renoncer prématurément à ce type de moyens.

Nous ne pouvons demander aux Allemands, à long terme, de faire des choses que nous refusons d'accepter. Si nous refusons toute présence allemande, nous ne pouvons leur imposer notre présence. C'est aussi une question de leadership vis-à-vis de l'opinion publique. Ainsi le Général de Gaulle a su braver l'opinion majoritaire en 1966. Aujourd'hui, tout le monde se dit gaulliste. C'est un bon exemple à méditer pour l'avenir.

Je termine par le problème de l'immigration. Nous devrions nous tourner vers l'avenir. Je pense tout d'abord à la formation professionnelle. On ne dira jamais assez combien le système allemand est performant, alors que chez nous l'action de l'Etat dans ce domaine se solde par un gaspillage extraordinaire et une inefficacité notoire. Si nous ne parvenons pas à faire des progrès dans ce domaine si important, nous en paierons gravement les conséquences. Il faut enfin sortir de la superficialité avec laquelle on aborde l'immigration dans notre pays. Pourquoi ne serions-nous pas capables de faire ce que les Américains ont réussi, en deux siècles d'histoire : choisir nos immigrants. Qu'il y ait un minimum de filtrage pour devenir français. Je sais combien cette question délicate soulève de passions. Mais c'est la force de grands pays comme les Etats-Unis d'avoir su se développer à partir de l'immigration, mais d'une immigration qu'ils ont eux-mêmes choisie.

M. MENUDIER - Je veux intervenir au sujet de l'opinion allemande et du nucléaire. Il existe un fort courant antinucléaire en Allemagne, mais il n'est pas majoritaire. Selon les derniers sondages parus, 37 % de la population s'opposent au nucléaire.

Un dernier mot : je partage l'analyse de M. de MONTBRIAL sur la sécurité franco-allemande. Et je suis choqué -comme beaucoup d'Allemands- par le retrait unilatéral des troupes françaises. Je forme le vœu que le Sénat puisse intervenir avec force sur cette question, fondamentale pour l'avenir du couple franco-allemand.

M. de MONTBRIAL - De toute façon, les réactions de l'opinion publique varient au cours du temps : elle ne dira pas la même chose demain qu'aujourd'hui. Ne nous expliquait-on pas il y a tout juste un an que les Allemands ne pensaient pas du tout à la

réunification ? Il ne faut donc pas accorder trop d'importance à l'opinion publique . . .

M. LECANUET, président de la commission - Après cette intéressante et riche discussion, je laisse à Son Excellence **M. PFEFFER** le difficile honneur de conclure notre réunion.

M. PFEFFER, ambassadeur de la R.F.A. à Paris

Je vous remercie de l'occasion que vous m'offrez de m'exprimer à l'issue de cette très intéressante réunion. Je n'aurai pas le temps de tirer toutes les conclusions de cette riche discussion, mais j'essaierai de vous donner mon point de vue sur quelques thèmes essentiels. Je commencerai par quelques remarques générales.

Le 3 octobre 1990 a été, comme l'a dit **M. GENSCHER**, un jour de joie, de prise de conscience et de gratitude. La joie est celle que nous ressentons d'avoir réalisé l'unité de l'Allemagne inscrite dans le préambule de notre constitution, et ce sans guerre ni violence et en pleine entente avec nos amis, partenaires et voisins : c'est une véritable révolution pacifique. La prise de conscience de la grande responsabilité qui incombe aux Allemands face aux défis de notre temps était également présente à l'esprit. Comme certains intervenants l'ont justement souligné, le Sud ne doit pas devenir un laissé pour compte. La gratitude, c'est celle que nous éprouvons à l'égard de nos alliés occidentaux pour la fermeté avec laquelle ils ont défendu pendant des décennies l'Allemagne libre y compris Berlin ainsi que pour leur soutien actif qu'il nous ont témoigné lors des conférences "2 + 4". Notre gratitude va aussi au président **GORBATCHEV** et à la Hongrie, qui fut la première à ouvrir sa frontière aux réfugiés allemands.

M. MENUDIER a relevé -avec raison- l'absence de nationalisme triomphant dans notre pays, ni en ce jour historique, ni après. Des sondages en France ont reflété ce miracle qu'est le soutien des Français, depuis le 9 novembre 1989, à l'unification de leur voisin, même après que l'euphorie eut disparu. Ce miracle n'a été rendu possible que grâce aux quarante années d'amitié et de coopération qui

ont tissé tant de liens entre les personnes, les organisations et les Gouvernements de nos deux pays.

Dans un discours récent à Düsseldorf, j'ai souligné qu'il fallait neutraliser un venin pas tout à fait éradiqué et propagé dans notre presse : la France aurait voulu stopper ou freiner le processus d'unification de l'Allemagne ! Je crois au contraire que Paris craignait -comme beaucoup de mes compatriotes- qu'une évolution trop précipitée crée des dangers en Europe centrale qui risqueraient de déstabiliser M. GORBATCHEV. Le Gouvernement français tenait à juste titre à canaliser l'évolution dans la bonne voie. Cette crainte était partagée en RFA. La meilleure preuve de l'attitude constructive de la France est le soutien qu'elle nous prodigua pendant la conférence "2 + 4". Votre ministre des affaires étrangères, M. DUMAS, a défendu nos intérêts en étroite concertation avec M. GENSCHER, ce dont nous sommes infiniment reconnaissants à la France. Je suis heureux de constater qu'actuellement la France montre son respect presque unanime au Chancelier fédéral et à notre ministre des affaires étrangères pour la vaillance et la détermination avec laquelle ils ont conduit le processus de réunification et accueilli le flux des réfugiés. Loin d'être déstabilisée, l'Europe est aujourd'hui plus stable et plus sûre.

A ce propos, j'ai été un peu surpris par la thèse d'Alain MINC selon laquelle l'Europe aurait vécu pendant ces quarante dernières années dans un "équilibre confortable" et que le monde serait devenu beaucoup plus difficile depuis le 3 octobre.

A-t-on oublié les crises de Cuba et de Berlin ? N'est-il pas vrai qu'à la date du 3 octobre, une grave anomalie a été supprimée dans le coeur de l'Europe, une anomalie qui renfermait, à long terme, bien des dangers ? L'heureuse solution de la question allemande ne va-t-elle pas de pair avec le retrait, dans la partie orientale de l'Allemagne, de 380 000 hommes de l'armée soviétique dans un délai de 4 ans, ce qui signifie un immense soulagement pour la situation militaire et donc une vraie contribution allemande pour l'Europe entière ? De ce développement nous allons tous pouvoir tirer, en raison du plus important désarmement qui en résulte, un dividende pour la paix. En même temps s'ouvre pour nous la possibilité d'entrer dans une phase de coopération beaucoup plus étroite avec l'Union Soviétique. L'accomplissement de l'unité allemande n'a pas seulement résolu la question allemande. L'époque d'après guerre a

ainsi pris fin pour toute l'Europe et la division de l'Europe est en train de s'atténuer ou même de disparaître.

Une préoccupation qui a souvent été articulée ce matin tient à la crainte que l'Allemagne réunie concentre trop ses énergies sur elle-même et les mouvements à l'Est de l'Europe au détriment du processus d'unification européenne. La réponse de notre Gouvernement est claire : l'axe de notre politique n'est pas décalé, il reste où il est. La RFA agrandie restera un partenaire fidèle, fermement ancré dans la communauté des valeurs occidentales européennes et dans la CEE. La "tentation" du grand marché de l'Est est une abstraction. Il serait suicidaire pour l'économie allemande de réduire ses liens à l'Ouest au profit des marchés de l'Est. La compétition occidentale est vitale. Les marchés de l'Est resteront longtemps encore sous-développés et ne seront ni en quantité ni en qualité comparables à ceux du monde hautement industrialisé. La grande tâche de la reconstruction de l'Europe centrale et orientale est une entreprise nouvelle, parallèle à la perestroïka soviétique. Nous souhaitons le succès de M. GORBATCHEV dans cette entreprise.

A ceux des intervenants qui craignent une résurgence du pacifisme, à savoir du pacifisme militant, on peut répondre que la situation s'est améliorée de façon notable sur le plan de la sécurité. Avec la disparition de la menace, avec la disparition de l'anomalie que représentait la division allemande et avec une saine confiance en soi qui résultera de l'unification de l'Allemagne, l'espoir, grandira de voir reculer le pacifisme militant qui vit de la confrontation.

Cela m'amène à la question plusieurs fois soulevée de la troisième dimension de la Communauté européenne, c'est-à-dire la dimension militaire (après les dimensions économique et politique). Il sera certainement nécessaire d'approfondir ensemble la réflexion sur cette question. Aux esprits dubitatifs je ne peux que répondre que l'Allemagne réunie tiendra son engagement de renoncer aux armes ABC. Pacta sunt servanda. Par ailleurs, la crise du Golfe nous rapproche une fois de plus et nous fait prendre conscience de la nécessité d'une étroite coopération européenne. Je ne suis pas non plus d'accord avec l'orateur qui a qualifié le traitement de la crise du Golfe par les Européens comme nul. Je pense au contraire que jamais les mesures destinées à surmonter une crise n'ont été mieux coordonnées que dans le cadre des D... et de l'UEO.

Un mot enfin au sujet de la participation allemande, souvent critiquée, aux actions dans le Golfe : il est injuste de nous comparer dans ce contexte avec les Japonais, de comparer ce qui n'est pas comparable. Il est exact que des barrières constitutionnelles interdisent aux deux pays d'envoyer des troupes. Les articles en question sont d'ailleurs entrés dans les constitutions avec l'aide des vainqueurs. La République fédérale d'Allemagne est allée dans la crise du Golfe jusqu'à la limite de ces barrières. Nous avons envoyé des dragueurs de mines dans la mer Méditerranée pour décharger les Américains qui ont pu ainsi envoyer les leurs dans le Golfe. Nous apportons un soutien financier à la Turquie, la Jordanie et l'Égypte, pays particulièrement touchés par la crise. Et lorsque le nouveau Bundestag se sera constitué en décembre 1990, le Gouvernement demandera un amendement de la constitution.

S'agissant du retrait des troupes françaises, le chancelier fédéral a déjà répondu à cette question lors du sommet franco-allemand de Munich : nous voulons que les troupes françaises restent. Elles seront réduites, comme les autres. Je sais que les sentiments de la population sont mélangés, je ne connais pas les chiffres exacts. Le ministre-président de Rhénanie-Palatinat par exemple, où le gros de ces troupes est stationné-, de même que les communes et villes de ce Land veulent qu'elles restent, pour des raisons économiques évidentes, mais aussi pour d'autres raisons, que le chancelier a exprimées : ces troupes font partie de la vie culturelle et sociale de nos villes et de nos communes. J'espère donc que ces troupes pourront rester, selon des modalités nouvelles, comme le laisse entrevoir l'interview du Président de la République.

Maintenant, je me tourne vers la France et les synergies franco-allemandes pour l'Europe.

L'amitié exemplaire qui lie l'Allemagne et la France est à la fois le pilier et le moteur pour l'avenir de la Communauté européenne. Le 3 octobre, non seulement la loi fondamentale s'est étendue jusqu'à la ligne Oder-Neisse, mais le champ d'application du Traité de l'Élysée s'étend, lui aussi, désormais jusqu'à la frontière polonaise. Ainsi donc, l'amitié franco-allemande englobe toute l'Allemagne.

Il a beaucoup été question d'équilibre économique ce matin. L'équilibre entre la France et l'Allemagne comme partenaires déterminants de la communauté européenne doit être maintenu. Il importe de dissiper les craintes de nombre de Français de se trouver face à une puissance économique écrasante de 77 millions d'habitants. Car la France possède beaucoup d'atouts, que je ne vais pas énumérer ici. Je vous donne un exemple : avec ses 550 000 km² de superficie, elle dispose d'un espace supérieur de 200 000 km² par rapport à l'Allemagne unie. Par ailleurs, je vous rappelle que, dans le domaine économique, la France a aussi ses points forts qu'elle devrait exploiter. Il est plus facile d'investir chez vous que chez nous -en raison des nombreuses pressions des Verts-. L'évolution démographique de la France est actuellement plus favorable que celle de l'Allemagne. Le climat social dans votre pays a en outre beaucoup changé, les relations entre patrons et ouvriers sont plus harmonieuses, l'économie de marché est majoritairement acceptée et n'est plus à la merci de l'alternance.

Nous autres Allemands avons intérêt à ce que la France soit forte. Nous nous réjouissons de toutes les réussites économiques de la France, de ses pensées technologiques, de son faible taux d'inflation et de son franc fort. Une France forte sera notre meilleure partenaire pour construire l'Europe.

Les chefs d'entreprise français -et c'est notre souhait urgent- devraient s'engager économiquement dans l'ancienne RDA, qui n'est pas une chasse gardée de l'économie ouest-allemande. Nous lançons un appel à nos partenaires européens et en premier lieu à la France qui est le premier partenaire commercial de l'ancienne RFA et dont nous souhaitons qu'elle le reste pour l'Allemagne unifiée, à investir dans nos cinq nouveaux Länder de l'Est. Cette partie de notre pays sera une bonne plate-forme pour accéder aux marchés des pays du centre et de l'Est de l'Europe où la France est peu représentée.

Il va sans dire que les entreprises françaises et étrangères qui investissent en Allemagne de l'Est bénéficient des mêmes avantages que les entreprises allemandes.

M. de BOISSIEU a parlé des salaires. C'est un grand problème. Ceux qui investissent en Allemagne de l'Est y trouveront des ouvriers très qualifiés, apprenant très vite, et dont les salaires sont pour le moment inférieurs de 50 à 60 % à ce qu'ils sont chez nous. Les salaires risquent donc de monter très vite. Il faut donc que la productivité progresse dans le même temps : c'est le problème le plus difficile que nous ayons à résoudre.

De temps en temps, j'entends dire que les Allemands y sont toujours les mieux servis. Or j'ai ici une liste de six pages, avec dix entreprises par page, où figurent déjà des réalisations ou projets français. Ainsi Air Liquide possèdera à peu près 40 % du marché, parce que le Treuhand lui a vendu dans le but d'éviter un monopole ouest-allemand. Je pourrais aussi citer LAFARGE, et bien d'autres entreprises françaises, qui ont compris ce qu'elles pouvaient gagner sur le marché est-allemand.

Bruxelles a calculé que l'unification apportera entre 0,5 % et 1,2 % de croissance en plus pour chaque pays de l'Europe des douze. La part française devrait être la plus grande, puisque vous êtes notre premier partenaire.

Nous devons transformer la nouvelle énergie née de l'unité allemande en une synergie franco-allemande dans la construction européenne. Nos deux pays sont assez complémentaires par leurs apports : vous, avec votre sens des institutions, de consolidation de l'Etat central sans les allergies anti-étatiques ; nous, avec notre expérience du fédéralisme et du principe de subsidiarité. Ces deux "recettes" conjuguées doivent faire bon ménage. J'ai lu il y a quelque temps qu'un membre de votre Académie avait déclaré que la France fondrait dans le fédéralisme européen comme le sucre dans du thé ! Une telle assertion est pour nous incompréhensible : dans une fédération, chaque Etat reste ce qu'il est, avec sa culture, sa langue, son histoire. Notre propre histoire l'a démontré. La Bavière n'a rien perdu de son particularisme dans la fédération allemande.

Je ne peux pas non plus être d'accord avec la remarque que le rêve de Monnet serait mort. Je crois au contraire qu'il est plus vivant que jamais. Nous nous dirigeons vers l'union européenne, à la fin de cette année commenceront deux grandes conférences gouvernementales, celle pour la préparation de l'union économique et

monétaire et celle pour la préparation de l'union politique, et la France et l'Allemagne se sont juré de mener les deux conférences à bonne fin.

A propos de ce qui a été dit sur la future structure de l'Europe des différents éléments, je voudrais retenir ceci : nous nous dirigeons vers une fédération. L'Europe des Douze doit rester le "noyau dur" de l'Europe.

Cependant, la perspective d'adhésion doit rester ouverte et nous aurons à traiter ces questions pas à pas. Personne ne ferme donc l'accès à la communauté des Douze qui a d'ailleurs commencé à Six et qui a maintenant doublé. Mais la dilution de cette communauté serait aussi sa fin.

Dans toutes les configurations que l'on peut imaginer, il faut que le "noyau dur" de l'Europe occidentale subsiste comme aimant.

La confédération européenne jusqu'à l'Oural, ou Vladivostock -peut-on couper l'URSS ?- serait une entité beaucoup moins dense que notre communauté. Si l'Europe entière se constitue un jour en une sorte de confédération, il faut qu'au centre de cette confédération subsiste notre fédération qui a la capacité d'aider les autres pays à se démocratiser, à se libéraliser et à trouver leur équilibre économique.

M. LECANUET, président de la commission - Je vous remercie pour la clarté avec laquelle vous avez répondu aux questions posées, ainsi que les autres participants à ce colloque.

M. JUNG, président du groupe d'amitié France-RFA-
En tant que président du groupe d'amitié France-Allemagne, je tiens, à mon tour, à remercier tous les participants à cette fort intéressante réunion. Je me félicite de la qualité de notre discussion.

La réunification de l'Allemagne marque une nouvelle étape vers la paix. Qu'il est loin le temps où lorsque j'entendais parler allemand à l'étranger -par exemple dans nos colonies- c'étaient les accents de la propagande contre l'Europe et contre la paix que j'entendais ! Heureusement, nous avons connu, dans notre mutuel intérêt, cette évolution pacifique. (M. JUNG s'entretient ensuite dans la langue de Goethe avec M. l'ambassadeur).